

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



L'historiographie des Antilles françaises entre 1970 et 1995, ou la mémoire d'Aimé Césaire et d'Alexis Leger

Anne Pérotin-Dumon

Numéro 180, mai-août 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1053530ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1053530ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pérotin-Dumon, A. (2018). L'historiographie des Antilles françaises entre 1970 et 1995, ou la mémoire d'Aimé Césaire et d'Alexis Leger. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (180), 59-90. <https://doi.org/10.7202/1053530ar>

L'historiographie des Antilles françaises entre 1970 et 1995 Ou la mémoire d'Aimé Césaire et d'Alexis Leger

Anne PÉROTIN-DUMON¹

Dans le discours qu'il prononce en recevant le prix Nobel de littérature, le poète saint-lucien, Derek Walcott évoque la mémoire de Saint-John Perse (de son vrai nom Alexis Leger), le premier Antillais à avoir reçu cette distinction. Le poète guadeloupéen a grandi, observe Walcott, comme « a privileged white child in an Antillan plantation ». Pour autant, « to celebrate Perse, we might be told, is to celebrate the old plantation system, (...) a white French language in a white pith helmet ». Hypothèse balayée par Walcott : « We cannot deny him any more than we can the African Aimé Césaire. This is not accommodation, this is the ironic republic that is poetry »².

La remarque de Derek Walcott vaut autant pour l'histoire : en dépit des clivages hérités de la colonisation et l'esclavage, c'est ensemble que les historiens créoles et métropolitains, descendants d'Africains et d'Européens, reconstituent le passé antillais. Tel est le propos qui sous-tend le présent article consacré à l'historiographie des Antilles françaises — Saint-Domingue-Haïti, la Martinique et la Guadeloupe — dans le quart de siècle qui va en gros de 1970 à 1995³.

1. Archiviste et historienne. Chercheur associé à l'Institut d'histoire du temps présent – CNRS.

2. Traduction : « Un enfant blanc privilégié sur une plantation antillaise (...) On pourrait objecter que rendre hommage à St. John Perse, c'est saluer le vieux système de la plantation (...) et le français des blancs parlé sous les blancs casques coloniaux (...) Nous ne pouvons pas renier St. John Perse sans renier aussi Césaire l'Africain. Il ne s'agit pas de compromis, mais de cette république insolite que forment les poètes. »

3. Notre essai s'appuie sur la bibliographie critique de l'histoire de la Caraïbe francophone que nous avons assurée en tant que *contributing editor* du *Handbook of Latin American Studies* (HLAS) de 1984 à 2004. Ouvrage périodique de référence international pour les

Dans un précédent article intitulé « La grande question des Antilles françaises au début de leur historiographie moderne, 1840-1970 » (BSHG 2016), nous avons montré que l'historiographie moderne, dans la mesure où elle est née au XIX^e siècle comme la mémoire de nations souveraines, a d'abord fait de l'indépendance la condition pour avoir une histoire à part entière. Ce brevet de légitimité est à l'évidence décerné par les anciennes métropoles. Très tôt reconnue à ce titre, l'histoire haïtienne a précisément pour thème central la conquête par le pays de son indépendance. En revanche, la Martinique et la Guadeloupe doivent attendre la fin de l'empire colonial français pour qu'on leur reconnaisse une histoire propre, dans les années soixante — sans que pour autant, les historiens créoles aient attendu jusque-là pour livrer leur première histoire générale qui de la Guadeloupe, qui de la Martinique.

Les travaux que nous allons maintenant considérer sont postérieurs à la fin des empires coloniaux. Personne, alors, ne conteste plus le fait que les Îles aient leur histoire à elles ni qu'il soit intellectuellement légitime de l'écrire. Trois ensembles de travaux peuvent être distingués parmi ceux écrits à partir de 1970. Le premier est apparu vers la fin de l'époque antérieure et demeure le plus nourri. Il traite de l'économie et la société de plantations au XVIII^e siècle. Mais maintenant, les historiens s'intéressent aussi au XIX^e siècle, dominé en Martinique et Guadeloupe par l'abolition de l'esclavage et la crise de l'économie sucrière, sur toile de fond de crises mondiales répétées, agitation sociale et violence politique. La démographie historique et l'étude des livres de couleur font l'objet de nouvelles approches qui partent d'autres questions que précédemment et on note l'apparition des premières études urbaines dans un cadre atlantique. Enfin, le cinq-centième anniversaire de 1492 voit un regain d'intérêt pour la formation initiale des sociétés coloniales antillaises non hispaniques, au XVII^e siècle.

Le second ensemble de travaux considérés ici s'inscrit dans la conjoncture de deux bicentenaires, l'un de la Révolution française de 1789, l'autre de l'insurrection des esclaves domingois de 1791 ; il doit aussi à l'événement qu'a été la chute du régime duvaliériste à Haïti en 1986. L'historiographie de la période révolutionnaire (1789-1804) porte en parts égales sur ses aspects sociaux, politiques ou militaires. Tandis que l'histoire politique prédomine pour les XIX^e et XX^e siècles, qu'il s'agisse de la formation de la nation haïtienne à partir de 1804, de l'occupation

sciences humaines et sociales concernant l'Amérique latine et la Caraïbe, le HLAS signale en anglais, au fur et à mesure de leur parution, les travaux sur la Caraïbe française. Les références bibliographiques complètes des travaux cités sont accessibles en ligne — en particulier grâce à « HLAS Online ». Les revues suivantes sont mentionnées par sous une forme abrégée : *Annales des Antilles* (AA), *Annales historiques de la Révolution française* (AHRF), *Bulletin du Centre d'histoire des espaces atlantiques* (BCHEA), *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe* (BSHG), *Généalogie et Histoire de la Caraïbe* (GHC), *Jahrbuch für Geschichte von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft Lateinamerikas* (JGSWGL), *Les Cahiers du patrimoine* (Cah. Patr.), *Revue française d'histoire d'Outre-Mer* (RFHOM), *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (RHMC), *Revue de la société haïtienne d'histoire et de géographie* (RSHHG). Une première version succincte de cet article est parue dans *Anuario de estudios americanos*, LII : 2, 1995. Nos remerciements vont à Gérard Lafleur, de la SHG qui nous a encouragée à reprendre cet essai. Et pour leur aide, à Katherine McCann, *Humanities editor* du HLAS, à la Hispanic Division, Library of Congress, Washington D. C., ainsi qu'à Sue Mendell qui l'a précédée à ce poste.

du pays par les États-Unis (1915-1934) ou du régime duvaliériste (1957-1986). Ou bien de l'essor du socialisme et de la violence des luttes sociales sur fond de crise endémique en Martinique et en Guadeloupe dans la première moitié du XXe siècle.

Le dernier ensemble historiographique dont nous rendrons compte date des années quatre-vingt et peut être rangé sous le vocable général de l'histoire culturelle. Comparé aux deux précédents, la diversification des objets est manifeste dans cette histoire matinée d'anthropologie qui englobe selon le cas les *artefacts* de la vie quotidienne, les oeuvres littéraires et artistiques, les techniques et sciences appliquées, les paysages et vestiges industriels, les modes d'organisation collective de l'espace ou des relations sociales, les monographies locales. C'est alors le moment où se fait jour une recherche généalogique aux procédures rigoureuses, rejoignant l'histoire sociale.

Notre perspective dans cet article est à la fois historiographique et bibliographique ; il s'agit de montrer comment s'est écrit l'histoire des Antilles françaises autant que ce qui s'est écrit, et le sens que les habitants de ces îles donnent à leur passé, celui dans lequel ils se reconnaissent. Ont retenu notre attention les travaux qui, à partir de sources originales, ont fait progresser ou ont renouvelé la connaissance du passé ; ceux aussi qui ont trouvé une large audience dans les Antilles même⁴. Encore faut-il préciser qu'en bien des cas, la liste est longue des ouvrages et articles signés par les mêmes auteurs entre lesquels il a fallu choisir ceux qu'on citait. Enfin, qu'on veuille bien ne pas oublier que le bilan historiographique dressé par cet essai demeure tel qu'on pouvait le faire au sortir des années considérées, c'est à dire vers 1995.

« ÎLES À SUCRE », ESCLAVES ET COMMERCE COLONIAL

Vers 1970, les historiens des Antilles, comme ailleurs dans le monde occidental, postulent que la compréhension du passé tient à la connaissance des structures économiques et sociales. En même temps — fait nouveau — le XVIII^e siècle exerce une réelle fascination. Les « îles à sucre », leurs esclaves et la « société d'habitation » à son apogée constituent les thèmes les plus étudiés et les historiens bénéficient du développement que connaissent au même moment les études sur le XVIII^e siècle français, en particulier son commerce maritime et ses ports.

Des travaux sur l'économie marchande de la façade atlantique française mettent en effet en évidence l'importance du décollage de Saint-Domingue à partir de 1740 et la part grandissante qu'occupe, dans la prospérité des ports français, la redistribution sur le marché européen

4. Sont incluses les publications et réimpressions de sources narratives mais pas les ouvrages purement polémiques ni les instruments de recherche. Le présent article ne traite qu'incidemment des « dépendances » de la Guadeloupe », les Saintes, la Désirade, Marie-Galante, Saint-Martin et omet les travaux sur Sainte-Croix, Tobago, Sainte-Lucie qui ont été françaises à un moment de leur histoire. Enfin, privilégiant les travaux centrés sur les Antilles, nous ne mentionnerons qu'incidemment ceux qui traitent de la question coloniale en France (en particulier pendant la Révolution), ou de la place des Français et îles françaises dans le reste de la Caraïbe du XVII^e au XIX^e siècles (corsaires et marchands français, diaspora depuis les îles françaises, contagion opérée par les soulèvements esclaves des îles françaises).

des denrées tropicales provenant des îles françaises. À la fin de l'Ancien régime, les colonies antillaises françaises produisent près de la moitié des denrées coloniales consommées en Europe et permettent à la France d'avoir un commerce extérieur excédentaire⁵.

L'ouvrage de Jean Tarrade *Le commerce colonial de la France à la fin de l'Ancien régime* (1974) reconstitue la politique coloniale de la monarchie qui accompagne le *boom* antillais, et son évolution après le traité de Paris (1763)⁶. *The French Sugar Business in the Eighteenth Century* (1988) de Robert Louis Stein, constitue la meilleure synthèse en anglais sur la branche du négoce français dont l'historien canadien dégage la position de *leader* parmi les autres pays.

Négociants bordelais et colons de Saint-Domingue, liaisons d'habitations : La maison Henry Romberg, Bapst et Cie, 1783-1793 (Soc. d'hist. de la France d'Outre-mer, 1972), de Françoise Thésée, suit les déboires d'une des maisons les plus grosses de la place qui ambitionnait de prendre le contrôle des habitations de la plaine Saint-Marc dont elle était consignataire. Las ! les biens des colons endettés envers elle ne peuvent être saisis. Il faut envoyer sans cesse plus de capitaux pour s'assurer des retours, avant que les troubles politiques qui ruinent les habitations ne mettent en faillite les commerçants bordelais.

À quelques exceptions près, tel le travail de Christian Louis Joseph « Notes sur la rentabilité des sucreries et du commerce colonial à la fin du XVII^e siècle » (BSHG 1982), la recherche antillaise de l'époque a adopté la plantation comme cadre d'intelligence de l'Ancien régime colonial, qu'il s'agisse de l'approvisionnement en main d'œuvre servile par la traite atlantique, du travail des esclaves sur les plantations (ou habitations), de l'organisation et encadrement des tâches, des techniques agricoles et manufacturières de production des denrées, des formes que prennent enfin la résistance et les révoltes des esclaves.

Parce qu'elle aborde toutes ces questions méthodiquement et embrasse du XVII^e au XX^e siècle, signalons d'abord l'étude de Gérard Lafleur sur « La distillerie Bologne: du sucre au rhum » (BSHG 1995), qui permet de suivre l'évolution d'une des plus anciennes habitations-sucreries de l'île devenue la distillerie de rhum agricole que nous connaissons aujourd'hui.

« Les comptes de la sucrerie Fleuriau : analyse de la rentabilité d'une plantation de Saint-Domingue au XVIII^e siècle » (dans *Commerce et plantation dans la Caraïbe, XVIII^e et XIX^e siècles*, Paul Butel dir., 1992), de Jacques de Cauna, étudie en profondeur une grande habitation sucrerie

5. Grâce à Paul Butel, Charles Carrière, Jean Meyer, entre autres, sont désormais bien connus les grands ports du commerce colonial français, leurs mécanismes, volume d'activité et évolution. Citons aussi Jacob Price : *France and the Chesapeake* (1973) et Robert L. Stein: *The French Sugar Business in the Eighteenth Century* (1988). La thèse défendue par l'historien trinidadien Eric Williams dans *Capitalism and Slavery* (1944) qui posait, entre autres, une causalité mesurable entre l'économie esclavagiste des îles et la croissance des ports métropolitains, n'a pas suscité, à propos des ports français, de débat comparable à celui qui a mobilisé les historiens britanniques. Sans invoquer une théorie à proprement parler, l'historiographie française a montré que l'activité manufacturière des ports français et leurs exportations vers l'Europe s'articulaient bien sur la production sucrière et caféyère des îles.

6. Patrick Villiers, puis Christian Buchet, ont reconstitué la stratégie et la logistique des conflits navals pour s'assurer la possession des îles au XVIII^e siècle. Sur la marine française, son importance pour les Antilles et le développement du ministère de la Marine et des Colonies sous l'Ancien régime, voir également les travaux d'Étienne Taillemite.

bien gérée de la seconde moitié du XVIII^e siècle dans laquelle les esclaves sont correctement traités par le propriétaire résident. Une série d'études prometteuses sur le même thème sont alors entreprises à l'Université de Bordeaux-III sous la direction de Paul Butel, comme le travail d'Éric Noël, « Le sucre des Iles, ou l'or blanc des Beauharnais à la fin de l'Ancien régime » (BCHEA 1993).

Des années passées sur le terrain permettent à J. de Cauna de jeter les bases d'une topographie des traces de sucreries coloniales subsistantes, dans « Vestiges de sucreries dans le plaine du Cul-de-Sac » (*Conjonction* 1985) et « Aux origines des noms de lieux sur le plateau du Rochelais » (*Conjonction* 1987) qui fait une incursion dans la toponymie pour montrer l'ancienneté des établissements français de la région. Grâce à cet historien, nous disposons dans « Les difficultés de l'insertion pour un petit blanc à Saint-Domingue : le cas type de Joinville-Gauban » (BCHEA 1993) du témoignage saisissant d'un immigrant qui souffre d'abord l'isolement de l'habitation caféière dans les hauts, puis le rythme exténuant de la sucrerie pendant les six mois de la coupe des cannes et la fabrication du sucre.

Pierre Pluchon a consacré l'ensemble de ses travaux à Saint-Domingue. Outre son *Histoire des Antilles et de la Guyane* (1982) et *Nègres et juifs au XVIII^e siècle : le racisme au siècle des Lumières* (1984) sur les relations d'un propriétaire d'habitation juif avec ses esclaves. Mentionnons le tableau fouillé dressé par cet historien dans *Vaudou, sorciers, empoisonneurs, de Saint-Domingue à Haïti* (1987) et sous le titre *Haïti au XVIII^e siècle : richesse et esclavage dans une colonie française* (1993), une édition du célèbre essai sur l'économie et la société dominicoises publié en 1797 par l'officier rhénan et humaniste Alexandre-Stanislas baron de Wimpffen.

« La révolte avortée de 1736 et la répression du marronnage à la Guadeloupe » (BSHG 1983) de Lucien-René Abénon documente les premières grandes expéditions menées contre les repaires d'esclaves rebelles, prélude à la mise en valeur agricole de la partie septentrionale de l'archipel guadeloupéen ou Grande-Terre. S'appuyant sur de riches minutes notariées, le même historien suit tout au long du XVIII^e siècle une des habitations sucrières les plus anciennes et les plus riches de la Guadeloupe dans « L'évolution de l'habitation de l'Ilet entre 1731 et 1765 d'après deux inventaires » (BSHG 1984).

Les esclaves de la Guadeloupe à la fin de l'Ancien régime (1985), de Nicole Vanony-Frisch, emploie pour la première fois l'informatique pour exploiter des données provenant des fonds notariés. Celles-ci portent sur 8200 esclaves en majorité de la Basse-Terre de la Guadeloupe d'où proviennent les minutes. Le tableau qui s'en dégage est celui d'une stratification professionnelle à l'intérieur des ateliers ainsi que d'une proportion élevée d'esclaves créoles et sang-mêlés.

Dans les années quatre-vingt, David Geggus entreprend l'étude méthodique des esclaves de Saint-Domingue, particulièrement ceux de la grande plaine sucrière autour du Cap. Il en résultera une pléiade d'articles en français et en anglais qui débordent largement la période qui nous retient ici. Illustrant les axes majeurs autour desquels l'historien britannique a développé ses recherches, on retiendra : « Les esclaves de la Plaine du Nord à la veille de la Révolution française » (RSHHG 1982,

1983, 1984, 1985) et « On the Eve of Haitian Revolution: Slave Runaways in Saint Domingue in the Year 1790 » (*Slavery and Abolition* 1985 et dans *Out of the House of Bondage*, G. Heuman dir., 1986).

Le profil sociologique de l'esclave marron, tel que le reconstitue D. Geggus dans ces articles, tient à celui qu'il avait avant sa fuite. Africain ou créole, homme ou femme, à la peau claire ou foncée : ces différences, autant que les tâches auxquelles les uns et les autres étaient affectés sur l'habitation qu'ils ont désertée, ont ensuite conditionné les chances et risques de chacun dans sa fuite, puis structuré la hiérarchie sociale qui se recréait au sein des groupes de marrons. Statistiquement, dit en substance l'historien anglais, les femmes créoles de couleur claire sont celles qui ont les plus grandes chances de réussir et les noirs africains ceux qui risquent le plus d'échouer.

D. Geggus met d'autre part en évidence la place du marronnage urbain, créole et féminin. Sans dégager peut-être toute la portée de ce résultat, il n'en entame pas moins la figure monolithe du marron représenté sous les seuls traits d'un homme africain issu de l'habitation. L'historien entreprend enfin de documenter méthodiquement les révoltes esclaves dans les années précédant l'insurrection générale du Nord de Saint-Domingue en 1791 — localisation, fréquence, meneurs, *modus operandi*, etc. Ce qui le conduit à infirmer la thèse qui voit dans ces révoltes le prologue de la grande insurrection révolutionnaire.

Des travaux comme ceux de N. Vanony-Frisch et de D. Geggus ont élaboré une procédure d'enquête, des critères d'analyse. Si nous en savons beaucoup plus sur les esclaves des Antilles françaises, c'est aussi grâce aux progrès réalisés dans la connaissance des plantations. En particulier, on voit se dégager de fortes corrélations entre d'une part, la qualité de la gestion, la conjoncture générale politique et économique, les profits retirés de la plantation, et de l'autre, le régime de travail, les conditions de vie et la démographie des esclaves. Une plantation bien gérée et d'un bon rapport a souvent un membre de la famille du propriétaire à sa tête, ses « ateliers » son plus stables et comportent une majorité d'esclaves créoles qui ont davantage de chances de recevoir des lopins de terre où cultiver des vivres.

Au XVIII^e et XIX^e siècles, les esclaves des Îles ont représenté entre 90 et 75 % de la population : on n'a pas affaire à un groupe, mais à la majorité du corps social. D'où pour les historiens de la Martinique et la Guadeloupe la même nécessité que pour D. Geggus s'agissant de Saint-Domingue de connaître la structure interne du monde esclave. Ainsi, parmi les esclaves de la Basse-Terre, les recherches de N. Vanony-Frisch mettent en évidence, et ce plus que ne l'a vu l'auteur, une combinaison de critères — sexe, âge, origine créole ou africaine — assignant à chacun sa place dans la hiérarchie esclave de la plantation.

Trop souvent dans les décennies considérées ici, les historiens des Antilles qui parlent des esclaves se réfèrent implicitement à ceux des plantations sucrières, pour lesquelles nous disposons davantage de documentation. Or au XVIII^e siècle, la moitié des esclaves a été employée à d'autres cultures que celle du sucre, et quand les villes-portuaires se sont formées, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, les esclaves ont représenté la moitié de la population urbaine. En ville comme sur les plantations, une différence durable entre hommes et femmes esclaves tient,

nous l'avons rappelé, aux tâches auxquelles les uns et les autres sont affectés. L'attention accordée aux différences entre castes a fait passer pratiquement inaperçue celle entre les sexes et combien elle organise durablement le travail.

Sur les femmes esclaves, citons l'étude très générale d'Arlette Gautier, *Les sœurs de Solitude* (1985). Pour la période postérieure à l'esclavage, l'historienne martiniquaise Cécile Celma commence alors une ample enquête sur « Les femmes au travail à la Martinique, XVII-XXe siècles : première approche » (*Dossiers de l'Outre-mer* 1986) et Odile Krakovitch, conservateur aux Archives nationales, montre « Le rôle des femmes dans l'insurrection du Sud de la Martinique en 1870 » (*Nouvelles questions féministes* 1985).

Les travaux sur les esclaves des plantations que nous venons d'analyser sont peu nombreux au regard de ce qui s'est publié alors sur la question. Bien des écueils guettent en effet tout thème dominant. Trop de travaux font d'une forme de sujétion à la finalité économique une catégorie qui annule les autres facettes de l'identité sociale, une abstraction qui s'éloigne des existences vécues. En privilégiant l'étude des révoltes, on oublie les formes de négociation ou de résistance au quotidien, ou tout simplement la capacité de rebond ou *resilience* des sociétés humaines dans les situations les plus dures, telle que l'ont manifestée les esclaves, et sans laquelle on serait en peine de comprendre comment il y a, aujourd'hui dans les Antilles, des sociétés noires aux cultures si vivantes.

COMMERCE, GUERRES ET MODERNITÉ ATLANTIQUE

À la fin des années quatre-vingt, la plantation commence à perdre son monopole explicatif bien que demeurant, comme il se doit, essentielle à la compréhension de l'histoire antillaise⁷. On s'intéresse à d'autres éléments qu'on avait relégués dans l'ombre après qu'ils aient été au centre de l'histoire coloniale écrite depuis la métropole entre 1880 et 1940. Avec des questions et des outils renouvelés, les historiens des Antilles françaises refont une place aux villes portuaires et marchandes, cette sphère d'organisation spatiale et humaine sans laquelle notre perception de la réalité insulaire serait amputée.

Un travail pionnier à cet égard est celui de Jacques Adélaïde-Merlande « Travail libre et travail servile : Antilles et Guyane françaises, 1840-1848 » (BSHG 1988) qui met en évidence la place grandissante des salaires et de l'économie monétaire chez les esclaves urbains. Dans la redécouverte des villes, un jalon capital est alors la parution de *Atlantic Port Cities : Economy, Culture, and Society in the Atlantic World, 1650-1850* (1991) sous la direction de Franklin Knight et Peggy Liss, deux historiens latino-américanistes des États-Unis qui avaient organisé en 1986 la conférence dont ce livre est issu.

Deux chapitres de *Atlantic Port Cities* inscrivent les ports des Antilles françaises dans un cadre atlantique, à côté de Baltimore, Buenos Aires,

7. Voir le bilan de cette révolution mentale dressé à l'échelle atlantique par Philip D. Curtin : *The Rise and Fall of the Plantation Complex* (1990), qui fait une large place aux Antilles françaises à côté du Brésil.

La Havane, Louisbourg, les ports brésiliens et jamaïcains. S'appuyant sur l'ouvrage classique du juriste martiniquais Moreau de Saint-Méry *Description topographique (...) de la partie française de l'isle Saint-Domingue*, publié en 1789, « The Major Port Towns of Saint Domingue », de D. Geggus, décrit dans ses grandes lignes le réseau portuaire et urbain de la colonie.

Notre chapitre « Cabotage, Contraband and Corsairs : the Port Cities of Guadeloupe and Their Inhabitants, 1650-1800 », dégage un dispositif commercial propre aux ports secondaires, avec des activités de même échelle, plus inter-antillaises que transatlantiques et dont le caractère interchangeable s'adapte bien à l'alternance de guerre et de paix qu'ont connue les colonies sous l'Ancien régime. Une première estimation démographique des deux villes nous permet d'autre part de montrer la prépondérance et la diversité des activités de service et par rapport à elles, la place numériquement réduite des occupations liées à la mer au regard même si ce sont ces dernières qui confèrent sa fonction à la ville.

S'ébauche ainsi une nouvelle intelligence des Antilles coloniales dont les ports articulent les plantations sur un commerce atlantique alors en pleine croissance en même temps qu'ils sont des vecteurs de changement dans des populations encore largement dominées par la campagne sur le plan numérique. Plusieurs articles de l'historien israélien Zvi Loker sur les marchands juifs des ports domingois (*American Jewish Archives* 1982 et *Jewish Social Studies* 1983) mettent en évidence la dimension cosmopolite du monde portuaire et marchand. Juifs portugais venus de Bordeaux et Juifs hollandais de Curaçao forment aux Îles des communautés prospères et bien intégrées au monde du négoce antillais ; leur déclin au XIXe siècle, dit Z. Loker, accompagnera celui du commerce colonial transatlantique (*Nouveaux Cahiers* 1986).

Si les villes « modernes » apparues dans les Antilles françaises sont des ports et si leur histoire a partie liée avec le commerce maritime, la réalité humaine et spatiale de la ville ne se réduit pas à son port tant s'en faut. Ces aspects que nous n'avions fait qu'ébaucher dans « Cabotage, Contraband and Corsairs » (dans *Atlantic Port Cities*) sont développés dans « Commerce et travail dans les villes coloniales des Lumières » (RFHOM 1988) et plus succinctement dans « Population, travail et urbanisme dans les villes de l'Amérique atlantique au XVIIIe siècle : Basse-Terre et Pointe-à-Pitre de Guadeloupe » (BCHEA 1993).

Grâce à deux recensements nominatifs de 1796 et 1797, nous dégageons dans le second article un profil démographique et occupationnel de villes moyennes valant pour Basse-Terre et Pointe-à-Pitre de Guadeloupe, lesquelles comptent chacune quelque 5 000 urbains à la fin du XVIIIe siècle. Nous mettons l'accent sur l'écrasante masse du travail féminin noir et non qualifié dans le secteur des activités de service propres à l'économie urbaine. Enfin, à ces caractéristiques humaines communes aux deux villes de la Guadeloupe des Lumières, nous opposons une morphologie urbaine différenciée : d'une part, le bourg marchand de Basse-Terre se développant à l'ombre du fort royal, sans plan préconçu, au XVIIe siècle ; de l'autre, la ville de Pointe-à-Pitre fondée officiellement au XVIIIe siècle avec plan d'urbanisme à la clé.

Sous l'impulsion de l'historien du grand commerce bordelais Paul Butel, d'autres chercheurs s'attachent alors à l'aménagement planifié de l'espace urbain et aux spéculations auxquelles donne lieu sa construction.

« La ville de Fort-Royal de la Martinique » (BCHEA 1988), de l'architecte Antoine de Roux, retrace les débuts de l'urbanisme royal dans les Antilles françaises au seuil du XVIII^e siècle.

« Le modèle urbain à Saint Domingue au XVIII^e siècle : l'investissement immobilier dans les villes de Saint-Domingue », de P. Butel, et « Le modèle urbain (...) : la maison et l'habitat au Cap Français et à Port-au-Prince », de Philippe Loupès (dans *Cities and Merchants : French and Irish Perspectives on Urban Development, 1500-1900*, P. Butel et M.L. Cullen, dir, 1986) montrent que sont investis dans l'immobilier les revenus provenant d'une forte croissance commerciale. Parmi les bénéficiaires de la construction des villes, un autre article de P. Butel attire l'attention sur « L'investissement immobilier des blancs et des gens de couleur dans les villes de Saint-Domingue à la veille de la Révolution: l'exemple du Cap Français et de Port-au-Prince » (dans *La période révolutionnaire aux Antilles : images et résonances*, Roger Toumson dir, 1987).

En se portant sur la période qu'ouvre le démarrage de l'industrie sucrière à Saint-Domingue vers 1740, les historiens ont implicitement sous-estimé l'importance de la période précédente. Un correctif s'imposait pour les Îles du Vent, malgré la pauvreté de nos sources — à la fin du XVIII^e siècle, Saint-Pierre de Martinique s'impose durablement comme le second port de toutes les Antilles après La Havane, (jusqu'au tremblement de terre de 1902). L.-R. Abénon montre donc dans *La Guadeloupe de 1671 à 1759* (1987) que les plantations conquièrent la Grande-Terre et l'île connaît sa plus forte croissance démographique avant 1750.

Au chapitre des villes, mention doit être faite des sept volumes de *Port-au-Prince au cours des ans (1975-1991)*⁸, fresque évocatrice que l'historien et écrivain haïtien Georges Corvington a dressée de sa ville, de sa fondation au milieu du XVIII^e siècle jusqu'au XXI^e siècle.

Ports et plantations à l'âge du grand commerce atlantique résultent de deux siècles de pénétration européenne dans les Antilles. Plusieurs études reviennent sur les commencements du processus, quand les Français étaient au nombre de ceux qui défiaient l'hégémonie espagnole dans les eaux américaines. Dans *Un flibustier dans la mer des Antilles* (1987), Jean-Pierre Moreau a transcrit et présenté le récit de l'expédition du capitaine dieppois Fleury de 1618 à 1620, par un de ses compagnons. Dans *Les Petites Antilles de Colomb à Richelieu* (1992), le même J.-P. Moreau fait un heureux usage de riches sources espagnoles jusque-là connues des seuls spécialistes anglais et espagnols de la période.

En 1635, la colonisation officielle de la Guadeloupe et de la Martinique sonne le glas des installations temporaires de marins qui profitaient d'excellentes aiguades à l'entrée dans la Mer des Caraïbes, après avoir traversé l'Atlantique. Comme partout dans le Nouveau-Monde, les établissements européens qui prennent la place de précédents occupants connaissent des débuts violents et extrêmement précaires. Nos îles se trouvaient être les principales bases des Indiens caraïbes. Ceux-ci en sont progressivement chassés, non sans avoir opposé une résistance opiniâtre aux Français.

8. Un huitième et dernier volume a vu le jour en 2009, sur la capital haïtienne au milieu du XXI^e siècle.

Dans *Cannibal Encounters : Europeans and Island Caribs* (1982), Philip Boucher a suivi le destin des survivants caraïbes des Petites Antilles jusqu'à leur déportation en Amérique centrale à la fin du XVIII^e siècle. Histoire reprise par l'historien de la Guadeloupe G. Lafleur dans *Les Caraïbes des Petites Antilles* (1992) qui décrit notamment un long siècle de présence des Caraïbes, généralement pro-français, à Saint-Vincent et la Dominique.

Paru avec un certain délai, le volume II de la *General History of the Caribbean* de l'Unesco intitulé *New Societies : The Caribbean in the Long Sixteenth Century* (P. C. Emmer dir., 1999) embrasse l'ensemble des Antilles non hispaniques. Le chapitre V dont nous sommes l'auteur, « French, English and Dutch in the Lesser Antilles : from Privateering to Planting, c. 1550 - c. 1650 », reconstitue les étapes du processus conduisant de l'irruption occasionnelle de nouveaux-venus dans la Caraïbe à la formation de sociétés américaines non ibériques, entre le XVI^e et le XVII^e siècle.

Nous montrons que s'enchaînent deux processus jusque-là traités séparément par l'historiographie, des expéditions prédatrices aux revenus souvent marginaux laissant graduellement la place à des occupations plus durables et au démarrage de cultures d'exportation — dont une grande variété est mise à l'essai. Même la plus prometteuse qui est le sucre demeure longtemps défectueuse. Quand on parvient à en fabriquer d'une qualité correcte, il faut encore savoir attirer des investisseurs métropolitains et établir des liaisons commerciales quelque peu régulières avec les ports européens. « From Privateering to Planting » saisit également l'émergence fugace, en ces tout-premiers temps, d'une culture incorporant des éléments caraïbes, européens et africains, dans des noyaux de peuplement disséminés dont nous évaluons la taille et distribution géographique.

Notons que ce premier demi-siècle de formation des Îles avait déjà retenu l'attention de Jacques Petitjean Roget qui avait porté une attention particulière au partage de la terre par les premiers colons dans *La société d'habitation à la Martinique* (1985).

S'agissant de Saint-Domingue, Michel Camus a revu d'un œil critique l'histoire des flibustiers français installés près de Hispaniola. « Une note critique à propos d'Exquemelin » (RFHOM 1990) et « L'île de la Tortue et la flibuste » (RSHHG 1992) montrent que l'auteur du *best-seller* de l'époque sur la flibuste attribue abusivement aux boucaniers de l'île de la Tortue des exploits qui ont en fait pour théâtre la Jamaïque dont ils font leur repaire après avoir été délogés des côtes de Saint-Domingue.

Dans « Flibuste et pouvoir royal » (RSHHG 1993), M. Camus documente les difficultés de l'autorité royale à s'imposer à des boucaniers tant qu'ils demeurent la force de manœuvre indispensable lors d'un nouveau conflit international, en l'absence d'une marine d'État. « Le Général de Poincy, premier capitaliste sucrier des Antilles » (SFHOM 1997) et *L'île de la Tortue au coeur de la flibuste caraïbe* (1997) enseignent le dénouement méconnu de cette aventure : profitant de la situation géographique de leur île, autorités et boucaniers investissent dans la production et le commerce du sucre qui démarrent dans le nord de Saint-Domingue.

Dans les années 70, G. Lafleur entame une décennie de recherches et plus sur les minorités religieuses dans les Petites Antilles françaises, la

politique royale d'Ancien régime à leur égard et ses répercussions régionales, tant économiques que politiques. « Relations avec l'étranger des minorités religieuses aux Antilles françaises, XVIIe-XVIIIe siècles (BSHG 1983), *Les juifs aux Îles françaises du Vent (XVIIe-XVIIIe siècles)* (1985 et BSHG 1985) et *Les Protestants aux Antilles françaises du Vent sous l'Ancien Régime* (1987 et BSHG 1987) campent des communautés cosmopolites et marchandes insérées dans des réseaux transnationaux qui lors de conflits, servent de canaux diplomatiques officieux entre des îles relevant de métropole ennemies.

Lorsque la politique royale de la fin du XVII^e siècle chasse les protestants des colonies françaises, G. Lafleur suit leur destin dans *Saint-Martin, étude socio-économique de la partie française de Saint-Martin* (1990). Du même auteur, « Le protestantisme aux Antilles françaises, seconde moitié du XVIIIe siècle-XIXe siècle » (BSHG 1997) montre ce que la réussite des protestants à Saint-Martin doit à la politique royale de tolérance à leur égard, à la fin de l'Ancien régime. Autre aspect inattendu que dégage l'article : la brève reprise du protestantisme en Guadeloupe pendant l'occupation anglaise (1810-1815).

Sur les débuts coloniaux des Îles françaises, les témoignages et chroniques laissés par les missionnaires français constituent des sources uniques. C'est ce que souligne Philip Boucher dans son introduction aux *Nouvelles Frances* (1989). La Société d'histoire de la Guadeloupe a impulsé la publication de plusieurs de ces écrits missionnaires. Le très connu Père Labat est souvent cité à mauvais escient ; *Le Père Labat à travers ses manuscrits* (1979), de Marcel Chatillon, resitue sa figure au sein d'une carrière déployée également en France et en Méditerranée. M. Chatillon a ensuite publié *Lettres du R.P. Mongin: l'évangélisation des esclaves au XVIIe siècle* (1984).

La Société d'histoire de la Guadeloupe a encore rassemblé et fait traduire du latin les trois versions connues des *Relations de l'île de la Guadeloupe* datant de 1647 (1978). Leur auteur, le religieux dominicain Raymond Breton, est notre témoin le plus fiable des tout-débuts de la colonie de la Guadeloupe. Il a en outre documenté la langue et la culture du peuple caraïbe sur l'île de la Dominique où il a séjourné parmi eux.

Au moment où ce bilan historiographique était dressé, les publications que nous venons de signaler laissaient beaucoup d'inconnues sur les Français et la place de leurs établissements dans la nouvelle configuration antillaise apparue entre le XVI^e et le XVII^e siècle. Beaucoup restait à faire, en particulier dans les archives vaticanes et les fonds notariaux français qui demandent des chercheurs rompus au latin, à la cursive notariale du XVII^e siècle et aux langues vernaculaires, sans parler des termes nautiques et autres.

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE, MODERNISATION ET MARASME DE L'INDUSTRIE SUCRIÈRE

En Martinique et en Guadeloupe, le XIX^e siècle voit une restructuration drastique de la production sucrière en même temps qu'un bouleversement du monde rural quand l'esclavage est aboli et l'ensemble de la main d'œuvre devient salarié. Deux spécialistes d'histoire économique,

Christian Schnakenbourg et Alain Buffon, ont systématiquement documenté ce processus en Guadeloupe — introduction de nouvelles technologies de fabrication, formation d'usines centrales, extension de la canne à sucre devenant alors monoculture, création de banques coloniales, insuffisance chronique de crédits, grands industriels dominant la vie politique, baisse voire chute du cours mondial du sucre se répercutant sur les salaires et engendrant conflits sociaux et misère.

Histoire de l'industrie sucrière en Guadeloupe aux XIXe et XXe siècles (1980) et *Recherches sur l'histoire de l'industrie sucrière à Marie-Galante, 1664-1964* (1981) de Ch. Schnakenbourg dressent d'amples synthèses pour la Guadeloupe et l'une de ses dépendances à l'industrie sucrière fort ancienne. Dans *La crise du système esclavagiste, 1835-1847* (1980), cet historien retrace le difficile redémarrage de la production sucrière après l'ébranlement révolutionnaire, les efforts considérables faits pour augmenter la production, la compétition que doivent maintenant affronter les îles françaises et l'échéance qui se profile à partir de 1835 de devoir employer à terme une main d'œuvre libre et salariée.

S'appuyant sur un large éventail de sources (recensements, rôles d'imposition, minutes notariales), A. Buffon procède à une estimation de la valeur marchande qu'avaient les esclaves guadeloupéens pour leurs propriétaires en 1848 dans « L'indemnisation des planteurs après l'abolition de l'esclavage » (BSHG 1986). Cependant que Ch. Schnakenbourg analyse la « désintégration » de la vieille habitation-sucrerie et le marasme économique s'installant malgré la modernisation de la production et la mise en place de tarifs protectionnistes, dans « La disparition des habitations sucrières en Guadeloupe, 1848-1906 » (RFHOM 1987).

Dans « Un grand industriel guadeloupéen du XIXe siècle: Ernest Souques, 1831-1908 » (BSHG 1993), Ch. Schnakenbourg, fait revivre une figure emblématique de la deuxième moitié du XIXe siècle. Cet ingénieur issu d'une grande famille de sucriers rachète nombre d'usines qu'il équipe des machines les plus performantes de l'époque. À la tête d'un petit empire local qui inclut la presse de l'île, il domine la politique guadeloupéenne — encore que la percée du socialisme lui fera rencontrer son *alter ego* en Hégésippe Légitimus (1868-1944) surnommé le « Jaurès noir ».

« La crise sucrière de 1881-1886 à la Guadeloupe » (RFHOM 1987), d'A. Buffon, expose les effets de la crise mondiale de 1884 sur la monoculture : les fluctuations du prix du sucre qu'elle provoque rendent désormais inéluctable une liquidation qu'on avait sans cesse repoussée. Dans *Monnaie et crédit en économie coloniale* (1979), A. Buffon met en évidence un autre handicap de l'industrie sucrière guadeloupéenne : elle manque de capitaux ce qui freine encore sa capacité à s'adapter pour affronter la crise. Un tableau que complète Ch. Schnakenbourg dans « La Banque de la Guadeloupe et la crise de change, 1894-1904 » en montrant que contrairement à ce qu'on écrit souvent, c'est l'État qui contrôle la banque et non les industriels sucriers dont elle ne favorise guère les intérêts.

Un substitut durable au sucre paraît avoir été trouvé dans l'industrie bananière qui démarre en Guadeloupe dans les années 50. Dans « Éléments pour une histoire de l'industrie bananière en Guadeloupe, 1953-1980 » (BSHG 1986), Jean-Claude Maillard s'attache aux premiers temps de la banane, quand elle bénéficie d'infrastructures modernes de transport

et voit ses exportations en constante progression en dépit de la baisse enregistrée dans le reste de la région.

Dans *Slavery in the Circuit of Sugar : Martinique and the World Economy, 1830-1848* (1990), Dale Tomich étudie les débuts de la restructuration opérée en Martinique entre 1830 et 1848. Le prisme du *world system* conçu par Immanuel Wallenstein était-il le meilleur outil pour le faire? on saisit mal dans ce livre la vigueur avec laquelle s'interposait entre l'île et l'économie mondiale un cadre colonial français à la fois protectionniste et compétitif — la métropole octroyant des tarifs préférentiels au sucre de canne tout en autorisant la concurrence du sucre de betterave français — et comment les sucriers martiniquais ont su remarquablement bien faire face à la situation.

Par-delà ses répercussions sur l'économie sucrière, l'émancipation en 1848 de quelque 250 000 esclaves entre Martinique et Guadeloupe domine à juste titre l'histoire sociale du XIX^e siècle. *L'abolition de l'esclavage à la Martinique* (1983), de Léo Élisabeth, documente la montée des affranchissements qui, à partir de 1820, désintègre le système esclavagiste avant qu'il soit aboli par décret dix-huit ans plus tard.

Prohibée des mers en 1807, la traite négrière atlantique est désormais poursuivie et ses cargaisons humaines saisies comme contrebande. Pourtant elle ne désarme pas. En reconstituant le sort d'esclaves ibos introduits en Martinique dans ces circonstances, jusqu'à leur émancipation partielle six ans plus tard, l'ouvrage de Françoise Thésée intitulé *Les ibos de l'Amélie : destinée d'une cargaison de traite clandestine à la Martinique, 1822-1838* (1986) montre les répercussions humaines de la traite clandestine française et de la police sur mer exercée par la *Navy*, dont la Restauration a accepté le principe.

Citons enfin *l'Histoire économique de la Guadeloupe et de la Martinique* (1986) d'Alain-Philippe Blérald qui apporte des éléments comparatifs entre les deux îles pour la période postérieure à 1945.

NOUVELLES RESSOURCES ET QUESTIONS EN HISTOIRE SOCIALE

Les documents autobiographiques écrits il y a deux ou trois siècles sont rares pour les Antilles, surtout ceux pour lesquels nous disposons du manuscrit original permettant d'évaluer son authenticité. C'est bien le cas pour deux d'entre eux demeurés jusque-là inédits qui jettent une lumière insolite sur les relations sociales à la Martinique dans les années qui précèdent l'abolition.

La vie d'un colon à la Martinique au XIX^e siècle. Journal en trois tomes (1985-1986), de Pierre Dessalles, est édité par Henri de Frémont son descendant, avec l'historien Léo Élisabeth. Les entrées du journal vont de 1837 à 1856 ; elles restituent le vécu d'un planteur à l'humeur acariâtre, issu d'une lignée de distingués juristes et historiens martiniquais, qui vivote, seul de sa famille sur son habitation déclinante, en compagnie de son domestique et des autres esclaves.

Le quatrième tome de *La vie d'un colon à la Martinique. Correspondance* rassemble quatre-vingt-neuf lettres envoyées par l'auteur du journal à sa famille. Présentées dans une édition critique due à H. de Frémont, elles

ajoutent encore à l'intérêt du témoignage livré dans les trois autres tomes. Des extraits du journal et de la correspondance de P. Dessalles ont été publiés en anglais par deux spécialistes du XVIII^e siècle français, Elborg Forster et Robert Forster, dans *Sugar and Slavery, Family and Race: the Letters and Diary of Pierre Dessalles, Planter in Martinique, 1808-1856* (1996).

Sur un tout autre ton, *Le chapelier pirate* (1991) nous fait partager les souvenirs du colporteur français Jacques-Aimé Péray doué d'humour autant que d'esprit pratique. À travers l'entente affective et le partenariat commercial de l'auteur avec sa « mulâtresse », c'est le petit peuple urbain martiniquais autour de 1820 qui reprend vie.

Passons à la démographie historique. Les années quatre-vingt voient s'opérer un tournant dans la façon dont les historiens s'y prennent pour dégager les caractéristiques majeures des populations martiniquaise et guadeloupéenne qui ont été majoritairement composées d'esclaves. Avant de présenter des études, rappelons en quoi la démographie historique française des années 60 était inadaptée à la recherche antillaise.

Ses méthodes avaient été mises au point en travaillant sur des registres paroissiaux de la France d'Ancien régime qui enregistraient pratiquement la totalité d'une population largement rurale. Or, à de très rares exceptions, les registres conservés pour les Antilles ne concernent que l'état civil des personnes libres, soit moins de 20 % de la population avant le XIX^e siècle. Autre différence avec la France rurale d'Ancien régime : il est impossible de considérer le mariage et la famille comme le cadre *a priori* de la croissance naturelle des sociétés antillaises. Notons aussi que la catégorie ethno-juridique selon laquelle les « libres de couleur » sont comptés sur les états de population des Antilles ne peut servir telle quelle de mesure démographique. On peut se demander si l'école de démographie française aiguillait vers les bonnes questions à propos des Antilles — celles à même de mettre sur la voie des caractéristiques premières de leurs populations ?

Et pourtant la démographie offre souvent les seules chances de saisir l'existence d'hommes et femmes antillais sur lesquels les autres informations disponibles demeurent générales et chiches. Deux historiens démographes, ont donc problématisé la pratique du mariage et de la famille — apparaît-il chez les esclaves ? si oui, avec quelle fréquence ? — et prêté attention à l'immigration et à la mortalité.

Pour connaître le nombre et la structure des familles en Martinique, Myriam Cottias utilise les listes d'esclaves dans les inventaires des habitations sucrières et caféyères, et agglomère les résultats obtenus à l'échelle d'un quartier (ou paroisse). « Trois-Ilets de la Martinique au XIX^e siècle » (*Population* 1985) reconstitue ainsi les destinées de 926 esclaves dans les décennies précédant l'abolition. Et « Mortalité et créolisation sur les habitations martiniquaises » (*Population* 1989) suit 1740 esclaves du Lamentin de 1766 à 1844. Une conclusion se dégage : la mortalité est élevée et la pratique du mariage numériquement insignifiante.

En quoi le comportement démographique de la population esclave a-t-il changé après l'abolition ? Telle est la question posée par Raymond Boutin dans l'étude qu'il consacre à *Petit-Canal* (1983), l'une des principales communes guadeloupéennes productrices de sucre au XIX^e siècle.

L'historien guadeloupéen montre que les caractéristiques de la population esclave perdurent 70 ans après l'interdiction de la traite et 30 après l'abolition de l'esclavage : en 1875, les nouveaux-venus représentent encore 15 % de la population. La mesure démographique met ainsi sur la voie de l'expérience vécue par les individus. C'est d'ailleurs sur ce terrain que R. Boutin poursuivra ultérieurement son enquête et posera de nouvelles questions.

La thèse de doctorat soutenue à l'Université Johns Hopkins (Baltimore, Maryland) par John Garrigus en 1988 s'intitulait « A Struggle for Respect : the Free Coloreds of Saint-Domingue, 1760-69 ». À partir de ce travail, l'historien nord-américain livre trois études sur les gens de couleur libres de Saint-Domingue qui s'avèreront amorcer un courant d'études nord-américaines sur la grande colonie appelé à s'amplifier considérablement dans les décennies suivantes.

Embrassant les registres social, culturel et politique, J. Garrigus suit le groupe des gens de couleur libres dans le Sud domingois entre la fin de la Guerre de sept ans et la formation des premières assemblées révolutionnaires. « Catalyst or Catastrophe? Saint-Domingue's Free Men of Color and the Battle of Savannah, 1779-1782 » (*Revista/Review Interamericana* 1992) est centré sur 545 hommes de couleur qui ont combattu dans la Guerre d'Amérique et dont les autorités de la colonie prétendent faire des milices de couleur. L'historien montre comment le refus indigné des intéressés nourrit la prise de conscience identitaire du groupe.

S'appuyant sur des recherches considérables, « Blue and Brown : Contraband Indigo and the Rise of a Free Colored Planter Class in French Saint-Domingue » (*Americas* 1993) et « Colour, Class and Identity on the Eve of the Haitian Revolution: Saint-Domingue's Free Coloured Élite as Colons Américains » (*Slavery and Abolition* 1993) documentent la montée d'une classe de planteurs de couleur cultivant l'indigo dans le Sud-Ouest de la colonie, à proximité de l'entrepôt hollandais de Curaçao qui leur assure des débouchés. La reconstitution du groupe sur plusieurs générations dans les mêmes paroisses montre des relations fluides avec les colons blancs et les marchands juifs de la région d'où le métissage. Jusqu'à ce que de nouvelles barrières érigées entre les castes bloquent l'ascension sociale de ces petits propriétaires de couleur et fomentent leur opposition. Bientôt, montre J. Garrigus, Julien Raymond prendra leur tête et articulera leurs revendications dans le contexte révolutionnaire.

LES RÉVOLUTIONS ANTILLAISES À TRAVERS LE PRISME SOCIAL, POLITIQUE ET MILITAIRE

Publié pour le bicentenaire des révolutions qui ont secoué les trois îles (1789-1804), les nombreux travaux qui leur ont été consacrés ont enrichi et souvent renouvelé leur connaissance. L'histoire sociale est restée leur terrain de prédilection et elle a puisé à deux courants. Le premier est illustré par les travaux de l'historien haïtien Jean Fouchar, dont *Les marrons de la liberté* (1972) ; il met l'accent sur les insurrections populaires et le marronnage dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Histoire des masses, aux visées émancipatrices, proche de celle écrite par

les historiens antillais de la première moitié du XXe siècle cités dans notre précédent article tels que le P. Cabon, H. P. Sannon et C. L. R. James.

La *history from below* développée dans les années 60 par l'historien anglais George Rudé est le deuxième courant qui irrigue alors l'histoire de la révolution haïtienne. L'historienne canadienne Carolyn Fick interprète la Révolution haïtienne comme le moment où les esclaves ont pris entre leurs mains leur destinée. C'est l'argument de *The Making of Haïti* (1990), repris ensuite dans « The Saint Domingue Slave Insurrection of 1791 » (*Journal of Caribbean History* 1991). Auparavant, C. Fick avait mis en évidence dans « Black Peasants and Soldiers in the Saint Domingue Revolution » (dans *History from Below : Studies in Honour of Georges Rudé*, F. Katz dir., 1985) la résistance opposée par les paysans du sud de Saint-Domingue au maintien du travail forcé sur les plantations après l'abolition de l'esclavage proclamé dans cette partie de l'île en 1793.

Dans les années quatre-vingt, David Geggus entreprend une enquête systématique sur le soulèvement, en août 1791, de plus de 100 000 esclaves, dans la plaine du Cap située au nord de Saint-Domingue. Y a-t-il un lien entre marronnage et insurrection ? se demande-t-il dans « On the Eve of the Haitian Revolution : Slave Runaways in Saint Domingue » (*Slavery and Abolition* 1985). À l'examen, la composition des ateliers insurgés ne lui paraît pas révéler dans leurs rangs un nombre de marrons, en particulier africains, supérieur aux autres ateliers.

Que sait-on des pratiques culturelles et religieuses des insurgés et de leurs origines africaines et celles-ci ont-elles contribué à leur mobilisation en août 1791 ? Ce versant de l'enquête est mené par l'historien anglais dans « Haitian Voodoo in the Eighteenth Century : Language, Culture, Resistance » (JGSWGL 1991) et poursuivi dans « The Bois-Caïman Ceremony » (*Journal of Caribbean History* 1991). Le déclenchement proprement dit de l'insurrection aurait-il obéi à une stratégie d'ensemble ? D. Geggus sait qu'avec le rôle d'avant-garde prêté aux marrons, la cérémonie vaudou qui se serait tenue la veille de l'insurrection touche aux hauts-faits de l'histoire nationaliste. Il soumet donc la seconde assertion à une rigoureuse critique en convoquant toutes les preuves documentaires disponibles. Le vaudou, conclut-il, a pu aussi bien cimenter que diviser des insurgés qui, en majorité créoles, ne témoignaient que de peu de considération pour ce culte d'origine africaine (du Dahomey).

Dans *Slavery, War and Revolution* (1982), D. Geggus documente les campagnes qui de 1793 à 1798 ont vu s'affronter les puissances impériales à Saint-Domingue, tantôt alliées, tantôt ennemies des insurgés. Il montre à quel point la guerre a été inextricablement mêlée à la conquête de la liberté par Haïti. Nous devons encore à l'historien anglais, avec « The Haitian Revolution » (dans *The Modern Caribbean*, F. Knight et C. Palmer dir., 1989), la meilleure synthèse sur le sujet.

Soldiers, Sugar and Seapower (1987) de Michael Duffy reconstitue le déroulement des campagnes menées par les Anglais, à la même époque, dans les Petites Antilles. Profitant de la déclaration de guerre par les Français en 1793 et des troubles dans lesquels la Révolution plongeait leurs îles à sucre, le plan des Anglais était de s'emparer de ces dernières une fois pour toutes, la colonie la plus convoitée étant bien entendu Saint-Domingue. Ils n'y parviendront pas mais seront immobilisés dans les Petites Antilles qui demeurent leur principal théâtre d'opérations

pendant toute la durée de la guerre (1793-1801). M. Duffy démontre pourquoi : les expéditions anglaises se heurtent de façon répétée à d'énormes aléas climatiques pour quitter la Manche et traverser l'Atlantique. Sur place, leurs hommes affrontent la résistance opiniâtre de « l'armée révolutionnaire des Antilles » qu'impulse le commissaire de la Convention puis agent du Directoire en Guadeloupe, Victor Hugues.

Pour les forces anglaises engagées sur le théâtre antillais, la fièvre jaune a été selon le mot de M. Duffy « *the greatest killer of all* ». Son livre est aussi une importante contribution à l'histoire médicale de la région à la fin du XVIII^e siècle, après « *The Cost of Pitt's Caribbean Campaigns, 1793-1798* » (*Historical Journal* 1983) dans lequel D. Geggus avait soulevé la question. Ainsi, grâce aux historiens anglais, la guerre pèse à nouveau de tout son poids et de plusieurs façons sur la dynamique révolutionnaire antillaise.

L'expédition envoyée par Napoléon pour reconquérir Saint-Domingue est au centre des *Déportés de Saint-Domingue* (1985) et de *L'expédition Leclerc, 1801-1803* (1991) que nous devons aux historiens haïtiens Claude Auguste et Marcel Auguste à partir de recherches poussées dans les archives militaires françaises. Mentionnons également, d'Henri Mézière, *Le général Leclerc, 1772-1802* (1990), biographie du militaire qui commandait la malheureuse expédition défaite par les Haïtiens. Les autres travaux publiés à Haïti sur sa révolution et guerre d'indépendance font l'objet d'une bonne mise au point de Michel Hector : « L'historiographie haïtienne après 1946 sur la révolution de Saint-Domingue » (AHRF 1933).

La diversité d'origines parmi les combattants de la guerre d'indépendance de Haïti nous a valu des travaux importants. D. Geggus a consacré plusieurs articles à la figure et trajectoire insolites d'un esclave martiniquais, charpentier de métier, devenu officier supérieur de l'armée anglaise : « *Slave, Soldier, Rebel: the Strange Career of Jean Kina* » (*Jamaican Historical Review* 1980), « *Du charpentier au colonel: Jean Kina et la Révolution de Saint Domingue* » (RSHHG 1983), « *Jean Kina et la révolution de Saint-Domingue* (RSHHG 1989) et « *La révolte de Jean Kina à Fort-Royal* » (SHHGR 1983). Kina combat les insurgés domingois aux côtés des royalistes et des Anglais mais en 1801, de retour en Martinique, il se soulève avec ses hommes, lorsque la liberté acquise par les armes est remise en question par le rétablissement de l'esclavage et le retour de l'île à la France désormais imminents.

Poland's Caribbean Tragedy: a Study of Polish Legions in the Haitian War of Independence, 1802-1803 (1986), de Jan Pachónski et Reuel K. Wilson, retrace l'histoire de 6 000 combattants polonais dont les survivants s'établirent à Haïti. « *The Haitian Revolution in Santo Domingo, 1789-1809* » (JGSWGL 1991), de l'historien dominicain Franck Moya Pons, comble une lacune de taille en dressant le tableau des conséquences multiples et globalement désastreuses des guerres d'indépendance de Haïti pour la République dominicaine alors successivement envahie par des forces françaises, anglaises et haïtiennes.

La guerre contre les Anglais telle que l'a conduite Victor Hugues dans les îles du Vent attend encore une étude qui fasse pendant à celles de D. Geggus et M. Duffy citées plus haut. En l'attente, notre article « *Républicains français et royalistes espagnols* » (RHFOM 1989) met en évidence un élément complémentaire du dispositif de lutte contre les

Anglais : jusque-là négligée par les historiens, la stratégie de Hugues à l'égard des Espagnols, pour compenser le repli stratégique et l'encercllement imposés par les Anglais à partir de 1796. Jouant sur leur situation d'allié forcé de la France à partir de 1795, l'agent du Directoire étend le réseau de bases corsaires françaises qui fait son efficacité aux colonies espagnoles de la Caraïbe et il noue des relations avec les autorités espagnoles du Venezuela, de Trinidad et de Porto Rico. Notre article éclaire en particulier la contribution des corsaires français à la victoire espagnole de San Juan de Porto Rico (1797) sur les Anglais qui avaient mis le siège devant la forteresse barrant l'accès au port.

En Guadeloupe (mais pas en Martinique occupée sans discontinuer par les Anglais de 1794 à 1802), il n'y a plus eu d'esclaves pendant sept ans. L'abolition a été proclamée dans un contexte éminemment militaire ; des hommes émancipés, elle a fait des soldats de la Révolution. Le précis de Jacques Adélaïde-Merlande intitulé *Delgrès, ou la Guadeloupe en 1802* (1986) tranche sur un traitement de la monumentale et sanglante révolte qui est trop souvent militant au détriment de la vérité historique.

Cela dit, en 1990, il reste encore beaucoup à faire sur la tragédie guadeloupéenne de 1802 — identité des insurgés militaires (dont un fort contingent martiniquais), rapports entre hommes de couleur et noirs, composition et objectifs de la fraction civile des insurgés, ces Jacobins guadeloupéens de toutes couleurs qui sont convaincus d'avoir tout à perdre de la fin de la Révolution, impact militarisant sur les révoltes esclaves postérieures au soulèvement militaire de 1802.

Les militaires stationnés dans les Îles à la fin de l'Ancien régime ont été parmi les protagonistes des premiers affrontements politiques qu'elles ont connus. La France révolutionnaire en a ensuite envoyé beaucoup d'autres. Ils ont souvent écrit leurs mémoires auxquels les historiens ont recours. Citons quelques-unes des publications liées au bicentenaire .

Côté royaliste, on relève deux témoignages de valeur inégale. *L'Essai sur la situation de Saint-Domingue en 1791* (1983) est écrit en mémoire du chevalier de Mauduit-Duplessis qui commandait alors les régiments français stationnés à Saint-Domingue. Son auteur est Delafosse de Rouville, un des officiers sous les ordres de M. de Mauduit. Il a su faire revivre l'ambiance chaotique de Saint-Domingue en 1791. Publié en 1930, *Avec les rouges aux Îles-du-Vent : souvenirs du chevalier de Valous, 1790-1793* (1989) fait l'objet d'une nouvelle édition, dûe à Jacques Adélaïde-Merlande. C'est le récit parfois hautement coloré et invérifiable de la rébellion royaliste contre la République à laquelle cet aristocrate a pris part dans les Petites Antilles en 1792.

Aumônier à bord du vaisseau amiral de l'expédition anglaise sous le commandement du général Grey et de l'amiral Jervis qui s'empare des Petites Antilles françaises en 1794, Cooper Willyams est aussi un artiste. La Société d'histoire de la Guadeloupe a eu l'heureuse idée de publier en facsimile l'édition originale (1796) de *An Account of the Campaign in the West Indies in the Year 1794* (1990), témoignage précieux des succès puis des revers essuyés par les Anglais, avec des dessins de l'auteur.

The Haitian Journal of Lieutenant Howard, York Hussars, 1796-1798 (1985), édité par Roger Norman Buckley, livre l'expérience éprouvante d'un officier ayant pris part aux dernières campagnes livrées par les Anglais à Saint-Domingue pendant les guerres révolutionnaires. Publiées

initialement en 1852, les *Mémoires pour servir à l'histoire d'Haïti* de Boisrond Tonnerre, vétéran des armées du général Dessalines et l'un des premiers à écrire ses souvenirs, ont fait l'objet d'une réédition en facsimile (1981).

L'histoire sociale de la Révolution haïtienne ne s'est qu'en partie substituée au traitement élégiaque de figures fondatrices, qu'illustre encore le *Toussaint Louverture* (2^{ème} édition 1987) de Roger Dorsinville. La biographie qu'en a livrée P. Pluchon, *Toussaint- Louverture, un révolutionnaire d'Ancien régime* (1989) offre un traitement plus mesuré du héros haïtien. Mentionnons encore la publication par cet historien français de « Toussaint-Louverture défie Bonaparte : l'adresse inédite du 20 mars 1801 » (RFHOM 1992), qui analyse cette missive singulière d'un général à un autre général, alors que le départ de l'expédition de reconquête est imminent.

REDÉCOUVRIR LA SIGNIFICATION POLITIQUE DE LA RÉVOLUTION

Notre ouvrage *Être patriote sous les tropiques* (1985) est paru alors qu'en France et aux États-Unis, les historiens des révolutions de la fin du XVIII^e siècle procédaient à leur relecture du point de vue politique, qu'il s'agisse de François Furet ou de Gordon Wood. Dans cette perspective, nous nous sommes attachée à documenter la désintégration de l'autorité royale d'Ancien régime et la mise sur pied d'institutions révolutionnaires en Guadeloupe. Nous avons dégagé le rôle de vecteurs de la Révolution joué par les immigrants français du négoce maritime et de l'administration coloniale, cherchant à comprendre comment opérait une révolution coloniale dont les alignements, ajustements ou déphasages par rapport à celle de la « Grande nation », ponctuaient l'évolution politique et institutionnelle⁹.

« Sous ce soleil brûlant : recherches sur les Jacobins des Antilles » (*Bull. d'hist. de la Révolution française* 1984/85), dont nous sommes également l'auteur, replace le processus révolutionnaire guadeloupéen dans un monde atlantique fortement imprégné par le commerce, qu'il s'agisse de réseaux politiques ou de valeurs. Dans « Ambiguous Revolution in the Caribbean : the White Jacobins, 1789-1800s » (*Historical Reflections* 1986) nous analysons le comportement et l'idéologie des patriotes petits-blancs de Guadeloupe confrontés à d'autres acteurs des révolutions atlantiques.

« Les Jacobins des Antilles ou l'esprit de liberté dans les Iles du Vent » (RHMC 1988) s'intéresse aux espaces, convictions et pratiques dans lesquels s'exprime cette culture jacobine version coloniale. L'article examine ce que les patriotes entendaient par « liberté » : au départ, dans un monde d'esclaves, il s'agit des droits politiques accordés aux patriotes blancs. Mais les événements se bousculant ont pour effet d'élargir le sens du mot liberté qui est bientôt mobilisé par tous les secteurs de la société coloniale. En 1792, il devient officiellement l'affaire des citoyens de couleur.

9. Les années 90 voient le réveil en France des études sur la question coloniale et la Révolution française avec les travaux d'Yves Bénot et du groupe de travail de l'Institut de la Révolution française, Université de Paris I-Sorbonne (voir AHRF numéro spécial 1993).

Et certains d'entre eux, dans les clubs révolutionnaires dont ils sont membres, formulent en 1793, au nom de cette même liberté, l'éventualité d'une abolition générale de l'esclavage.

À partir du procès-verbal dressé par les gardes nationaux d'une révolte locale, texte étonnant qui émane de la municipalité de Sainte-Anne en Guadeloupe en 1793, notre article « The Emergence of Politics among Free-Coloureds and Slaves » (*Journal of Caribbean History* 1991) et notre chapitre « Free-coloureds and Slaves in Revolutionary Guadeloupe : Politics and Political Consciousness » (dans *The Lesser Antilles in the Age or European Expansion*, R. Paquette dir., 1996) avancent qu'il est insuffisant d'analyser du seul point de vue de l'histoire sociale les insurrections qui se produisent dans les Antilles pendant la Révolution. Quand libres de couleur et esclaves revendiquent leurs droits à la liberté et l'égalité, les uns et les autres participent d'une dynamique spécifiquement politique et nouent entre eux des rapports d'alliance, contrôle ou hégémonie.

La commémoration de la Révolution française a aussi vu la publication de plusieurs documents politiques remarquables. À travers le registre heureusement conservé des délibérations d'une paroisse du Sud de la colonie, Françoise Thésée nous permet de suivre dans « Les assemblées paroissiales des Cayes à Saint-Domingue, 1774-1793 » (RFHOM 1982) la politique locale entre blancs et la mobilisation progressive des hommes de couleur libres qui provoque la peur grandissante des petits-blancs. Monique Pouliquen a aussi judicieusement rassemblé, les *Doléances des peuples coloniaux à l'Assemblée nationale* (1989) livrent aussi nombre de textes inédits sur les hommes de couleur libres.

J. de Cauna, dont nous avons cité plus haut les travaux sur Saint-Domingue, a publié et analysé plusieurs témoignages qui rendent le climat politique des villes de la colonie au début des troubles. « La Révolution à Port-au-Prince, 1791-1792 : relation inédite du négociant Lajard » (RSHHG 1986) est le journal d'un marchand et planteur de café bordelais qui, effaré des trublions petit-blancs, prône l'entente avec les gens de couleur propriétaires. « M.J. Lereboure, premier maire de Port-au-Prince, 1791-1792 » (RSHHG 1989), et la « Notice sur Michel-Joseph Lereboure de son vivant, maire de Port-au-Prince, Ile Saint-Domingue » (RSHHG 1989) font revivre le maire de Port-au-Prince, figure emblématique des petits-blancs de la ville.

Le commissaire de la Convention Sonthonax qui abolit l'esclavage en août 1793 à Saint-Domingue (donc avant le décret de l'Assemblée nationale du 4 février 1794) a fait l'objet de nouvelles recherches. « The Revolution of 1789 and the Abolition of Slavery » (*Canadian Journal of History* 1982), de Robert Louis Stein, retrace les circonstances dans lesquelles le commissaire a pris cette décision. *Léger Félicité Sonthonax : the Lost Sentinel of the Republic* (1985), de l'historien canadien, montre un révolutionnaire non dénué de conviction ni compétence, placé dans une situation intenable face à l'ambitieux Toussaint-Louverture.

L'application du décret de Sonthonax sur le terrain est le sujet de « The Abolition of Slavery in the North, West and South of Saint Domingue » (*Americas* 1985), où R. L. Stein montre combien les mesures prises ont été différentes selon le commissaire et la région sous son autorité. « Revolution, Land Reform and Plantation Discipline in Saint Domingue » (*Revista de Historia de América* 1983), du même historien,

souligne la continuité qui s'établit en 1798 entre les révolutionnaires français et les chefs haïtiens qui prennent leur place, tous voulant maintenir travail et discipline dans les grandes plantations.

Grâce à Françoise Bléchet, nous disposons aussi de « La correspondance de Sonthonax, commissaire délégué par le Directoire à Saint-Domingue, adressée à Toussaint-Louverture » (*La période révolutionnaire aux Antilles*, R. Toumson dir., 1987). La question de la franc-maçonnerie dans les Antilles déborde la Révolution. Signalons toutefois, du spécialiste de la maçonnerie française André Combes, « La franc-maçonnerie aux Antilles et en Guyane française » (*La période révolutionnaire aux Antilles* 1987) ainsi que l'instrument de recherche *Francs-maçons des loges françaises aux Amériques* (1993) par Elisabeth Escalle et Marielle Gouyon-Guillaume.

Enfin, si le bicentenaire ne nous a pas valu une histoire générale de la période dans les Îles françaises, L.-R. Abénon, J. de Cauna et Liliane Chauleau en dressent une synthèse provisoire dans *Antilles 1789: La Révolution aux Caraïbes* (1989)¹⁰.

DE LA RÉVOLUTION À 1848 : UNE NOUVELLE DONNE

À partir de la période révolutionnaire, deux trajectoires distinctes s'amorcent dans les Antilles françaises. Haïti a conquis sa souveraineté mais peine à se doter d'institutions étatiques. En Martinique et en Guadeloupe, ces institutions sont progressivement mises en place dans un cadre colonial et républicain. Ainsi, que l'esclavage ait été aboli dans les deux îles par le gouvernement provisoire de la Deuxième république en 1848 a fait que l'avènement de la liberté ait partie liée avec la proclamation de la République et l'instauration du suffrage universel masculin.

L'impact des mouvements républicains français sur les Antilles va souvent avec la reprise de leurs rhétorique et symboles. C'est ce que relève Dale Tomich dans « Liberté ou Mort' : Republicanism and Slave Revolt in Martinique, February 1831 » (*History Workshop* 1990). Les esclaves salariés qui se soulèvent alors, montre l'historien nord-américain, empruntent leurs consignes et mots d'ordre aux journées parisiennes de 1830.

Dans « Schoelcherisme et assimilation dans la politique coloniale française » (RHMC 1988), Nelly Schmidt analyse la ligne politique prônée sans succès par Victor Schoelcher, artisan du décret d'abolition de 1848 : l'émergence d'une classe politique antillaise de couleur ne doit pas se traduire par un parti de la couleur mais par la participation du plus grand nombre de citoyens à la vie publique. De la même historienne, « Schoelcherisme et assimilation dans la politique coloniale française : de la théorie à la pratique (...) entre 1848 et 1880 » (RHMC 1988) montre que la politique assimilationniste mise en place dans les Antilles françaises sert de blanc-seing en Afrique sous la Troisième république.

10. Rappelons enfin les numéros spéciaux que les grandes revues d'histoire ont consacrés à l'événement et ses répercussions dans la région, dont nous avons cité certains articles: *Jahrbuch für Geschichte von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft Lateinamerikas*, *Journal of Caribbean History*, *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, *Annales historiques de la Révolution française*, etc.

Dans « Le problème de l'ordre colonial » (*Maintien de l'ordre et polices en France et en Europe au XIXe siècle*, Philippe Vigier dir., 1987), N. Schmidt met en évidence les préoccupations que suscite pour la police l'abolition de l'esclavage dans le contexte révolutionnaire de 1848 : c'est la mobilisation politique des ex-esclaves du sexe masculin devenus électeurs qui fait redouter un problème d'ordre aux autorités et non la désertion des habitations par les esclaves comme cela s'était produit dans certaines îles anglaises quand l'abolition a été proclamée (1833).

L'instruction désormais accessible à tous est un autre aspect de la nouvelle donne instaurée en 1848. « Suppression de l'esclavage, système scolaire et réorganisation scolaire aux Antilles : les Frères de l'Instruction chrétienne, témoins et instituteurs des nouveaux libres » (RHMC 1984), de N. Schmidt, retrace l'action des frères de l'Instruction chrétienne pour étendre l'école primaire après 1848. Ce clergé éclairé mais minoritaire a aussi retenu l'attention du Père Camille Fabre qui dégage la figure d'un des rares ecclésiastiques français à être abolitionniste dans « *Dans le sillage de Victor Schoelcher, un préfet apostolique de la Guadeloupe en 1848 : Casimir Dugoujon des prêtres de la Sainte-Croix du Mans* (1983). Sous le beau titre d'*Esclaves et citoyens* (1992), Josette Fallope retrace la dynamique intégratrice enclenchée à partir de 1848 par l'émancipation en Guadeloupe. En particulier, l'attribution d'un état civil à chaque « nouveau libre » de 1848, opération qui a pris près de quinze ans.

À partir de 1871, la Troisième république relance une dynamique intégrationniste qui est inséparable de la montée des institutions républicaines, à travers sa politique d'instruction publique ainsi que la loi sur la liberté de la presse (1881) et celle autorisant syndicats et associations (1884). Les origines des associations sont éclairées par Cécile Celma dans « Deux formes de sociabilité de la population de couleur en Martinique et en Guadeloupe » (RFHOM, 1987) qui montre qu'elle puise aux confréries d'esclaves d'Ancien régime ainsi qu'aux sociétés mutuelles et d'entraide formées par les libres de couleur au XIXe siècle.

Au début du XX^e siècle, l'idéologie socialiste fait sa percée dans nos îles et donne naissance à une nouvelle force politique. Désormais, des socialistes noirs se situent à gauche des républicains, lesquels sont souvent assimilés aux « mulâtres » des premières années de la Troisième république. Dans « La rupture Gérauld Richard-Légitimus, 1906-1907 » (BSHG 1984), Philippe Cherdieu retrace la trajectoire politique du premier député socialiste élu par la Guadeloupe en 1898 : Hégésippe Légitimus, évoqué plus haut pour avoir affronté Souques, représentant des grands blancs sucriers.

Dans « L'échec d'un socialisme colonial : la Guadeloupe, 1891-1914 » (RHMC 1984), Ph. Cherdieu analyse un autre aspect de la nouvelle force apparue sur l'échiquier guadeloupéen : l'ambiguïté qui préside à la naissance du socialisme dans l'île au même moment qu'en France. Les hommes politiques socialistes s'adressent explicitement aux masses noires en dénonçant le racisme. Mais ce qu'ils lui promettent a assez peu à voir avec elles car ils sont forcés de s'aligner sur le programme du parti socialiste français dont ils dépendent.

Les troubles qui ont entouré la victoire électorale de Légitimus sont le sujet de *Guadeloupe 1899* (1989), de Claude Thiébaud, qui retient l'attention par sa dimension comparative. L'événement guadeloupéen a en

effet pour contexte l'intervention nord-américaine à Cuba, dont l'auteur montre qu'elle exaspère les antagonismes politiques dans la Caraïbe, donnant aux uns l'espoir d'un renfort, aux autres le sentiment d'une totale dépendance.

La crise de 1935 à la Martinique (1982), d'Édouard de Lépine, offre une poignante évocation des graves troubles qui agitent alors un peu partout les Antilles, où entrent corruption, fraude électorale, crise sucrière et souffrances des masses — une dynamique dont on l'a dit, Ch. Schnakenbourg avait montré la mise en place en Guadeloupe, dans la deuxième moitié du XIXe siècle.

Les années 80 voient aussi les premiers travaux historiques sur la Deuxième Guerre mondiale en Guadeloupe : on doit ainsi à Pierrette Lembeye-Boy un recueil de documents d'archives, *La Guadeloupe au début de la seconde guerre mondiale* du (1987). *La Guadeloupe en tan Sorin* (« au temps de l'amiral Saurin ») d'Éliane Sempaire (1984) retrace le règne autoritaire de cet amiral rallié au gouvernement de Vichy dans une île assaillie par la misère.

LA FORMATION DE LA NATION HAÏTIENNE

Au cours des années considérées dans le présent essai, les recherches originales ont peu progressé sur l'histoire d'Haïti depuis l'indépendance : les historiens du siècle dernier et les récits des voyageurs étrangers demeurent souvent la référence. On a surtout recours aux archives étrangères, avec le risque de conférer une importance exagérée aux aspects internationaux.

Grâce aux archives du *Department of State* des États-Unis et à la presse haïtienne de l'époque, Brenda Gayle Plummer documente, dans *Haïti and the Great Powers, 1902–1915* (1988), la montée des intérêts nord-américains à Haïti qui culmine dans l'intervention militaire de 1915. L'historienne nord-américaine démonte avec précision la façon dont les Nord-Américains se substituent à une classe d'affaire haïtienne en prenant femme au sein des élites mulâtres. Ce faisant, l'historienne dépasse l'analyse schématique car trop générale de la bourgeoisie *compradore* par Benoît Joachim dans « Commerce et décolonisation : l'expérience franco-haïtienne au XIXe siècle » (AESC 1982). Une autre conclusion de B. Plummer sur la question des intérêts étrangers à Haïti est qu'un clivage s'instaure entre des classes moyennes urbaines peu nombreuses, libérales et cosmopolites, et de l'autre, une aristocratie foncière d'origine militaire qui dispose d'armées régionales et de larges clientèles rurales.

Exploitant des archives commerciales, deux historiens retracent la montée des intérêts allemands à Haïti et dans la Caraïbe. Michael Zeuske examine plus particulièrement l'essor des exportations de café haïtien et l'établissement de consulats allemands à Saint-Thomas (alors danoise) et Curaçao (alors hollandaise) dans deux articles : « Die vergessene Revolution : Haiti und Deutschland in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts. Aspekte der deutscher Politik und Ökonomie in Westindien » (JGSWGL 1991) et « Bajo la bandera prusiana : compañías comerciales, comerciantes y cónsules alemanes en las Antillas, 1815-1860 » (*Commerce et plantation dans la Caraïbe, XVIIIe et XIXe siècles*, Paul Butel dir., 1992).

« Die Geschäfte des Carl Hopfengärtner in Aux Cayes » (JGSWGL 1991), de Hermann Kellenbenz, exploite la correspondance d'un jeune négociant de Stuttgart envoyé aux Cayes (sud de Haïti) entre 1797 et 1806. L'auteur démontre que l'ouverture d'une Allemagne libérale sur le Nouveau-Monde à travers la mainmise sur les exportations de café haïtien s'amorce dès l'époque de la guerre d'indépendance.

Sous le titre *Les blancs débarquent* (1981-1984), Roger Gaillard retrace en trois volumes la « saga » politique de l'Occupation nord-américaine (1915-1934) en tirant parti de papiers privés et de la presse, outre les archives diplomatiques étrangères déjà connues. Le résultat est riche de détails. Qu'on ait affaire par exemple aux troubles entourant les élections présidentielles de 1914 dont les Nord-Américains prennent prétexte pour mettre le pied à Haïti. Ou encore à propos des luttes paysannes apparues dès le débarquement nord-américain, le Cacoïsme devenant en quelques années une véritable guérilla patriotique commandée par Charlemagne Péralta. Qu'il s'agisse enfin de la *Good neighbor policy* avec Haïti, mise en place par le président F. D. Roosevelt.

Du même historien et essayiste haïtien, citons encore *Hinche mise en croix* (1982) qui monte comment l'occupation est vécue dans une communauté de l'intérieur, située à la frontière avec la République dominicaine.

L'occupation nord-américaine heurte et dresse contre elle ; en même temps, elle réveille, indubitablement, et change les choses. Ces effets ambigus d'une dépendance qui est aussi modernisatrice sont relevés dans plusieurs domaines. Ainsi, *La lucha por la democracia : clase obrera, partidos y sindicatos* (1986), de Michel Hector Auguste, Sabine Manigat et Jean L. Dominique, montre que c'est pendant l'occupation que sont apparus syndicats et partis ouvriers haïtiens.

Deux publications de Léon Denius Pamphile fournissent un autre exemple des répercussions de l'occupation. Son article « The NAACP and the American Occupation of Haiti » (*Phylon* 1986) documente le *lobbying* déployé, en vain, par la National Association for the Advancement of Colored People (ANAPC en français) pour faire que les États-Unis traitent les « black republics just as white republics wish to be treated ». *L'éducation en Haïti sous l'occupation américaine* (1988) montre que l'enseignement primaire dont on doit la mise sur pied aux Nord-Américains s'accompagne du rejet par les Haïtiens des valeurs sous-jacentes à la nouvelle pédagogie anglo-saxonne.

Même bilan contrasté des années d'occupation dans le domaine de la création. *Literature and Ideology in Haïti* (1981), de Michael Dash, retrace l'émergence, dans les années 1920-1940, d'une nouvelle expression littéraire haïtienne, qui contribue au renouveau culturel antillais caractéristique de ces deux décennies. Citons enfin Georges Corvington dont « La presse de la capitale sous l'occupation américaine de 1922 à 1934 » (RSHHG 1986) situe aussi les origines de la presse contemporaine sous l'occupation nord-américaine (1986).

La dictature de François Duvalier (1957-1971) et celle de son fils Jean-Claude (1971-1986) et le processus de transition vers la démocratie péniblement amorcé en 1986 ont suscité nombre d'analyses et de reportages. Il n'est pas toujours aisé de distinguer entre écrits polémiques, témoignages véridiques et journalisme d'investigation. Deux ouvrages de Carlos

A. Désinor, rédacteur en chef du *Nouvelliste* (quotidien le plus ancien du pays) éclairent la prise de pouvoir du docteur Duvalier, médecin de campagne noir qui sait jouer des conflits entre politiciens populistes des villes et militaires. *Daniel Fignolé : un espoir vain* (1986) est la biographie d'un journaliste qui a joué un rôle de premier plan dans l'essor du mouvement ouvrier haïtien à partir de 1946, avant que celui-ci ne soit balayé par le duvaliérisme. *L'Affaire Jumelle* (1987) retrace l'élimination du politicien Clément Jumelle qu'on donnait comme présidentiable, n'eût été l'habileté de Duvalier à s'imposer à sa place en 1957.

La chute de la maison Duvalier (1989) rassemble des pamphlets et tracts originaux que Martin-Luc Bonnardot et Gilles Danroc ont traduits en français et dont ils présentent le contexte. Ces documents émanent en majorité des assemblées ecclésiales de base ou *Ti légliz* ; ils reflètent le rôle crucial de l'église catholique dans le réveil démocratique de 1985-1986 et évoquent avec une force singulière le caractère messianique qu'a revêtu la mobilisation populaire de ces années à Haïti.

À partir de 1985, les événements haïtiens attirent un nombre important de journalistes étrangers dans le pays. L'un d'eux est Christian Lionet, correspondant du quotidien français *Libération*, dont *L'année Aristide* (1992) fourmille d'informations introuvables ailleurs sur le mouvement démocratique, sa vie au jour le jour et ses multiples acteurs dans les différentes régions du pays.

Des correspondants nord-américains, Amy Wilentz est sans doute celle qui connaît le mieux Haïti : *The Rainy Season* (1992) démontre de sa part une rare sensibilité historique alliée à la compréhension d'un processus politique qui suscite, on l'a dit, une mobilisation populaire sans précédent. Citon encore *Papa Doc, Baby Doc* (1988), du politologue James Ferguson, qui retient l'attention pour la place également accordée à l'histoire haïtienne.

Les nombreux travaux de David Nicholls, qui était par ailleurs un théologien anglican connu, constituent autant de références incontournables sur Haïti dont l'historien anglais était un observateur attentif lors de fréquents séjours en Haïti et dans la Caraïbe.

Parmi les thèmes examinés par D. Nicholls, il y a d'abord le rôle de l'église catholique dans l'histoire nationale, dans « Politics and Religion in Haiti » (*Canadian Journal of Political Science* 1970). Des clivages entre noirs et mulâtres, le même auteur a livré dans *From Dessalines to Duvalier : Race, Colour and National Independence in Haiti* (1979) une analyse remarquable, montrant qu'ils articulent la stratification sociale à partir de l'indépendance et fournissent deux lectures parallèles du passé lorsque se constitue une historiographie nationale au XIXe siècle. Des aperçus de l'ouvrage ont été donnés en français dans « Race, couleur et indépendance en Haïti, 1804-1825 » (RHMC 1978) et dans « Idéologie et mouvements politiques en Haïti, 1915-1946 » (*Annales* 1975).

Les relations entre politique et économie sont le sujet de plusieurs ouvrages de D. Nicholls : *Economic Dependence and Political Autonomy : the Haitian Experience* (1974) et *Haiti in Caribbean Context: Ethnicity, Economy and Revolt* (1985). Sur la paysannerie et ses révoltes, passées et actuelles, citons « Rural Protest and Peasant Revolt in Haiti, 1804-1869 » (dans *Peasants, Plantations and Rural Communities in the Caribbean*, Malcolm Cross et Arnaud F. Marks dir., 1979). Et sur l'actualité

politique en regard avec l'histoire, « Past and Present in Haitian Politics » (dans *Haiti, Today and Tomorrow: An Interdisciplinary Study*, Ch. Foster et A. Valdman dir., 1984).

D. Nicholls est enfin l'auteur de deux contributions fondamentales : « Haiti, c. 1870-1930 » (*The Cambridge History of Latin America*, L. Bethell, dir., vol. 5, 1986) ; « Haiti and the Dominican Republic » (*The Cambridge Encyclopedia of Latin America and the Caribbean*, S. Collier, H. Blakemore et Th. Skidmore dir., 1985).

Urban Life in the Caribbean (1982), de Michel Laguerre montre, avec le talent quadrillage politique d'un quartier populaire de Port-au-Prince par des hoogans ou officiants du culte vaudou à la dévotion du docteur Duvalier. Le sociologue haïtien démonte l'efficacité d'un dispositif qui a su mobiliser des institutions culturelles et sociales essentielles à Haïti. Du même auteur, *Voodoo and Politics* (1989) fait remonter au XIXe siècle la capture du culte vaudou par les gouvernements en place. Dans « Haïti ou la démocratie impossible » (*Iberoamericana : Nordic Journal of Latin American and Caribbean Studies* 1988), Yolande Pizetty-Van Eeuwen insiste aussi sur les difficultés du pays à se doter d'institutions stables depuis l'indépendance.

UNE HISTOIRE CULTURELLE AUX NOMBREUX OBJETS ET FACETTES

Entre les années 80 et 90, apparaît en Martinique et en Guadeloupe une histoire culturelle étonnamment variée qui met à profit le réveil de la politique culturelle de l'État, s'approprie les notions de patrimoine, d'identité, de créolité et se rapproche de l'anthropologie sociale, l'art et la littérature.

Un premier courant d'histoire culturelle antillaise est issu de l'histoire économique et sociale. Il est illustré par *La Vie quotidienne au temps de Schœlcher* de Liliane Chauleau (1979) et le chapitre de Pierre Pluchon intitulé « Culture savante, culture populaire » dans son *Histoire des Antilles et de la Guyane* (1982).

L'une des nouvelles institutions régionales qui participe sur place du réveil culturel de la période est le Bureau du Patrimoine du Conseil régional de la Martinique. Les *Cahiers du Patrimoine* qui en émanent, publiés à partir de 1988 sous la direction de Roland Suvélor, sont représentatifs d'un deuxième et nouveau courant d'histoire culturelle. À la croisée de l'artisanat et l'art, des pratiques et valeurs, des vestiges culturels et de la vie associative d'antan, chaque livraison offre une manière d'inventaire pour un objet du patrimoine — costumes, bijoux, meubles, constructions, etc.

Deux numéros des *Cahiers* consacrés à « Fort-de-France dans les années 30 (sic) » (*Cah. Patr.* 1990) évoque ainsi à la fois l'eau, les épidémies, les édifices historiques organisant l'espace, le souvenir collectif des cyclones, la vie des quartiers, les associations féminines d'entraide sociale, etc. Mentionnons dans la même veine *Regards sur la Martinique des années soixante* (1989) qui fait revivre une île entre tradition et modernisation, sous la plume de R. Suvélor et à travers les photos expressionnistes d'Arlette Lameyardie.

Au titre de patrimoine, le paysage antillais et les vestiges qui l'habitent font alors partie d'une vaste enquête sur l'architecture industrielle de la France et l'Outre-mer. Danielle Bégot conduit ainsi avec Mireille Mousnier les premières prospections en Martinique et en Guadeloupe, dont résultera « Usines et habitations sucreries de Guadeloupe et de Martinique, XVIIe-XXe siècles: bilan de trois années d'un inventaire régional (dans *L'architecture industrielle en France* 1987). La même question est examinée par ces historiennes séparément pour chaque île dans *Usines et habitations sucreries : trois siècles de patrimoine industriel martiniquais* (1987), *Atlas historique du patrimoine sucrier de la Martinique* (1990) et « Les habitations-sucreries du littoral guadeloupéen et leur évolution » (*Caribena* 1991).

Citons encore les réflexions développées en contrepoint de cette enquête par D. Bégot dans « Au coeur du patrimoine, la destruction : l'exemple du patrimoine industriel antillais » (*Villes et campagnes dans le monde antillais : Actes du Coll. international des sc. historiques*, 1988).

Denise et Henri Parisis ont été initialement associés par D. Bégot à l'enquête sur le patrimoine industriel en Guadeloupe. Leur article intitulé « Le siècle du sucre à Saint-Martin français » (BSHG 1994) ouvre la série de travaux que ce couple de chercheurs mènera pendant plus de dix ans sur le terrain et dans les archives, exhumant sans relâche bâtiments industriels et machines en tous genres, tant en Guadeloupe que dans les îles alors sous sa dépendance administrative.

La proximité qu'entretiennent les historiens de l'histoire culturelle avec l'anthropologie sociale les conduit à voir en les affects et comportements sociaux autant de fenêtres nouvelles s'ouvrant sur le passé. L'enquête de R. Boutin sur « La violence en Guadeloupe » (CARE 1988) identifie ainsi dans les archives judiciaires du XIXe siècle des formes de violence sociale dont l'historien montre la persistance cependant que l'île passe de la servitude à la liberté.

L'anthropologue Jean-Luc Bonniol est de ceux dont les recherches ont aussi contribué au rapprochement entre l'histoire culturelle et sa propre discipline. Son ouvrage intitulé *Terre-de-Haut des Saintes : Contraintes insulaires et particularisme ethnique dans la Caraïbe* (1980) fait émerger la spécificité humaine de ce tout-petit archipel au sud de la Guadeloupe qui a échappé à l'empire du sucre, à la croisée d'un écosystème insulaire, d'un processus de différenciation ethnique et d'une identité culturelle assumée.

La volonté d'ancrer la connaissance du passé dans l'espace insulaire insuffle une nouvelle vie dans l'histoire locale. Le P. Camille Fabre rassemble une quarantaine de monographies paroissiales de Guadeloupe, des Saintes et de la Désirade dans *De clochers en clochers* (1979).

G. Lafleur entreprend alors une série d'histoires communales consacrées aux environs de la ville de Basse-Terre qui replacent un des plus vieux « quartiers » de Guadeloupe dans un dispositif agricole et commercial atlantique rudement mis au défi à partir du XIXe siècle: *Bouillante : l'histoire et les hommes* (1988) est suivi de *Saint-Claude: histoire d'une commune de Guadeloupe* (1993) et « Les immigrés du Matouba au XVIIIe siècle » (GHC 1993) sur l'installation de colons allemands dans les hauteurs au climat plus clément.

Citons encore les six volumes de l'*Histoire des communes Antilles Guyane* qu'a dirigés Jacques Adélaïde-Merlande (1986) en faisant appel à nombre de contributeurs déjà mentionnés : Bégot, Abénon, Lafleur, Adélaïde-Merlande. Deux autres entreprises à l'actif de J. Adélaïde-Merlande ont été l'*Historial antillais* (1981) et la *Grande Encyclopédie de la Caraïbe* (1991). Sans équivalent ailleurs dans les Antilles, ces ouvrages qui visent un large public ont rassemblé encore davantage d'historiens cités dans cet article. Très lus sur place, ils contribuent à rendre présent leur passé aux Martiniquais et Guadeloupéens.

Au chapitre des encyclopédies, il convient de saluer la réimpression des deux premiers tomes de *La Guadeloupe : Renseignements sur l'Histoire, la Flore, la Faune, la Géologie, la Minéralogie, l'Agriculture, le Commerce, l'Industrie, la Législation, l'Administration, 1625-1715* (1970-1972) du Guadeloupéen Jules Ballet (1825-1904), à l'initiative de Jean-Paul Hervieu longtemps directeur des Archives départementales de Guadeloupe.

L'ensemble, publié en Guadeloupe en 1894 et 1899, est une vaste compilation historique du premier âge de la colonie jusqu'à la Révolution, fruit de vingt années de recherches menées dans les archives par le conservateur des hypothèques à la Pointe-à-Pitre (sa ville natale)¹¹. Les Archives de la Guadeloupe conservent plusieurs manuscrits de J. Ballet dans le fonds d'archives qui porte son nom, coté FR/AD/971/2J. On saura gré à Antoine Abou d'avoir mis en forme et publié les volumes X et XI de J. Ballet. *La Guadeloupe. L'instruction des origines à 1897* (1979) est suivi de *L'instruction à la Guadeloupe de 1890 à 1900* (1981) consacré à l'application des grandes lois scolaires de la Troisième république.

Nous avons rendu compte de l'*Histoire de la Guadeloupe* publié de 1855 à 1860 par Auguste Lacour (1805-1869) dans notre article intitulé « La grande question des Antilles françaises (...) ». En rédigeant les quatre tomes qui traitent des origines de la colonie à 1830, le grand historien libéral s'était déjà mesuré aux défis de ce qu'on appelle aujourd'hui l'histoire du temps présent, lui qui avait été élevé dans les récits familiaux de la Révolution, puis avait vécu l'Empire et la Restauration entre l'enfance et l'âge adulte. Il pensait conduire son œuvre jusqu'en 1848 mais renonce finalement à publier le cinquième tome couvrant de 1830 à 1848. L'année 1830 était celle où il avait commencé sa carrière de juge dans la colonie. Avec elle, l'actualité devenait trop brûlante pour qu'il ait pu traiter librement d'événements auxquels il avait été mêlé de près.

Les historiens sont donc reconnaissants à la Société d'histoire de la Guadeloupe et à Pierre Lacour, détenteur des archives de son aïeul, d'avoir publié ce qu'A. Lacour a laissé du cinquième tome de *l'Histoire de la Guadeloupe* (1979), soit cinq chapitres à la rédaction plus ou moins avancée que clôt le récit du tremblement de terre de 1843. Une introduction dûe également à P. Lacour retrace la vie et l'œuvre de l'historien.

La vitalité de l'histoire culturelle se manifeste encore dans un intérêt accru pour les œuvres littéraires et artistiques créées aux Antilles. D'un premier colloque interdisciplinaire consacré à la littérature antillaise dans une perspective historique résulte *La période révolutionnaire des*

11. L'édition originale en quatre volumes est aujourd'hui accessible sur Gallica, bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France.

Antilles (1987). Dans « Nature et révolution sous les tropiques : le paysage martiniquais vu par le préfet colonial Pierre-Clément de Laussat » (BSHG 1995), D. Bégot démontre que la nature antillaise campée par ce serviteur de l'Empire révèle avant tout les canons d'une sensibilité formée sous l'Ancien régime.

C'est encore à la Société d'histoire de la Guadeloupe qu'on doit la publication de deux élégants recueils d'artistes créoles du XIXe siècle. *Paysages de la Guadeloupe* (1986) rassemble plus d'une centaine de dessins à la mine de plomb de Joseph Coussin (1773-1836) présentés par Raymond Clermont qui les a patiemment traqués et exhumés.

La Guadeloupe pittoresque (1972) d'Armand Budan reproduit une édition originale de 1863. Le livre convie le voyageur européen qui a touché terre à Pointe-à-Pitre à une « promenade à travers les deux terres ». Texte et images lui donnent à voir les villes et les bourgs, mais aussi les cascades et les rivières ; ils l'invitent à emprunter les sentiers pittoresques de l'intérieur de la Basse-Terre dans des randonnées exploratoires dont la mode date de cette époque.

D. Bégot s'est intéressée à la création picturale antillaise. Axant ses recherches sur la notion de créolité, elle explore le paradoxe selon lequel les sociétés antillaises ont formé leur identité créole en recevant constamment divers apports extérieurs. « Imitation et créolité : une problématique des beaux-arts en espace créole insulaire ; le cas des Antilles francophones, Martinique, Guadeloupe, Haïti, XVIII-XXe siècles » (*Études créoles* 1987) enquête ainsi sur les facteurs inhibant la création artistique — de l'étroitesse d'un marché limité à la minorité blanche au poids de la dépendance coloniale qui fait obéir aux canons reçus de la métropole.

La même historienne a consacré deux articles à l'art pictural haïtien. « Peinture et identité : l'imaginaire du paysage dans la peinture cubaine du XIXe siècle et dans la peinture haïtienne indigéniste » (dans *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre* 1988) procède à une analyse comparée des paysagistes cubains et haïtiens. « La révolution de Saint-Domingue à travers les peintres haïtiens » (dans *De la Révolution française aux révolutions créoles et nègres*, M. L. Martin et A. Yacou dir. 1989) montre l'attraction des peintres naïfs du Cap pour l'imagerie de la Révolution française quand ils veulent représenter la révolution de Saint-Domingue-Haïti.

Parallèlement à la redécouverte de l'histoire urbaine antillaise amorcée dans les années 80 et non sans rapport avec elle, émerge un champ d'enquête prometteur dont *Colonialism and Science : Saint Domingue and the Old Regime* (1992), de James MacClellan, est le premier exemple. L'historien nord-américain retrace le développement à Saint-Domingue de recherches appliquées en matière d'agronomie, d'hydraulique, etc., dans un contexte de richesse économique coloniale et de curiosité scientifique propre aux Lumières. Ce faisant, il corrige une vision des îles qui, sur la foi de quelques récits de voyageurs, en faisait des déserts culturels et des régions arriérées. C'est un fait que le travail forcené exigé des esclaves sur les grandes habitations sucrières est allé de pair avec des recherches et avancées technologiques.

L'historien haïtien J. Fouchard cité plus haut avait déjà pressenti cette collusion historique de l'exploitation et de la modernité. Rassemblant des études pionnières publiées au fil des années, son recueil intitulé *Plaisirs*

de Saint-Domingue (1988) montre que des esclaves souvent misérables côtoient les aménités d'une culture urbaine naissante – théâtre, presse, mode, gastronomie etc. Dans *Le théâtre à Saint-Domingue* (1988), J. Fouchard retrace par exemple l'apparition, vers 1740, de la comédie qui amène les étoiles parisiennes en tournée dans les villes domingaises.

La recherche scientifique dans les colonies antillaises de la France s'est poursuivie au-delà des Lumières de l'Ancien régime. C'est ce que démontre F. Thésée dans deux études originales. *Auguste Plée, 1786-1825, un voyageur naturaliste: ses travaux et ses tribulations aux Antilles, au Canada, en Colombie* (1989) relate la mission confiée par le Muséum d'histoire naturelle parisien à ce savant français sous la Restauration. *Le jardin botanique de Saint Pierre, Martinique, 1803-1902* (1990) documente les efforts soutenus de l'administration pour introduire de nouvelles variétés dans le jardin botanique le plus grand des Antilles françaises avant qu'il soit anéanti par la catastrophe de 1902.

L'effroyable mortalité due à la pathologie tropicale fait de la médecine un domaine essentiel de la recherche au XIX^e siècle. Sur la lancée de sa thèse d'École des chartes sur les « Maladies et médecins à la Guadeloupe au XIX^e siècle » (*Positions des thèses soutenues par les élèves de l'École nationale des Chartes de la promotion de 1985*), Dominique Taffin a livré plusieurs études novatrices sur le sujet.

Dans « Des miasmes et des races : les officiers de santé de la marine et le monde colonial antillais » (*Ultramarines* 1990), l'historienne établit un lien subtil entre élaboration de connaissances nouvelles, formulation de politiques sociales et sanitaires et valeurs dominantes d'une époque. Chez ces officiers de santé, observe-t-elle, la coexistence d'une idéologie raciste avec un travail d'observations sur le terrain n'empêche pas une réelle contribution à la médecine médicale.

Dans « Un passager clandestin ? Le choléra à la Guadeloupe (1865-1866) » (BSHG 1990), D. Taffin analyse les effets d'une maladie infectieuse en rupture avec l'histoire épidémiologique de la colonie : à la différence de ce qui se passait pour la malaria et la fièvre jaune, ce n'est pas aux Européens nouvellement arrivés que le choléra s'attaque mais aux créoles les plus pauvres et souvent les plus noirs. L'historienne observe les réactions que déclenche dans toutes les couches sociales l'épidémie la plus grave du XIX^e siècle en Guadeloupe, « révélateur » des fortes tensions qui agitent l'île. Les ravages du choléra dans les populations travailleuses surviennent en effet à un moment critique dans la restructuration de l'industrie sucrière guadeloupéenne et ils contribueront à intensifier l'introduction en Guadeloupe de travailleurs indiens.

LES ANCÊTRES D'AIMÉ CÉSAIRE ET D'ALEXIS LEGER

Le rapport des Antillais à leurs ancêtres change également entre les années 80 et 90. Il faut en savoir gré à l'association de généalogie fondée par Bernadette et Philippe Rossignol dont les bulletins mensuels : *Généalogie et Histoire de la Caraïbe* paraissent à partir de 1989. Aussi nombreux que variés au fil des années et souvent le fruit du travail de plusieurs chercheurs outre les Rossignol — mentionnons Pierre Bardin et Jean-

Christophe Germain —, les articles de GHC apportent à l'histoire institutionnelle et sociale, du fait du protocole de recherche qu'ils instaurent sur la base de dépouillements considérables et des index cumulatifs qu'ils élaborent¹². On lira « Apports réciproques de la généalogie et de l'histoire antillaises » (GHC 1994), dans lequel B. et Ph. Rossignol réfléchissent à ce que cette confluence apporte à la connaissance historique.

Donnons un échantillon des sujets couverts par GHC. Un même bulletin peut offrir tout à la fois l'analyse d'un document d'une lecture critique difficile, par exemple « À propos d'une liste d'habitants de la Guadeloupe datée du 30 octobre 1664 » (GHC 1985) ; la reconstitution d'une généalogie familiale éclatée sur la France et plusieurs îles, comme dans « Famille Duréau, du Bordelais à la Guadeloupe » (GHC 1995) et « La famille Chabert et Saint-Eustache » (GHC 1990) ; la généalogie d'un officier de justice royale à travers laquelle sont ébauchés les contours d'un groupe social, comme dans « Gaspard Bayon, sénéchal de Guadeloupe » (GHC 1994).

La fréquentation assidue de l'état civil, des minutes notariales et bien d'autres types de documents nominatifs fait que GHC développe une compréhension des usages prévalant aux Antilles en matière de prénom et patronyme, en particulier, chez les gens de couleur libres. Enfin, notons que dans les articles de GHC les ancêtres de Césaire et de Saint-John Perse se retrouvent côte à côte, comme le montre « Familles parallèles à St. Domingue » (GHC 1994) qui reconstitue la descendance blanche et mulâtre de planteurs d'origine dominicaine du XVIII^e siècle.

Au nombre des instruments de recherche dus aux généalogistes, citons encore *Personnes et familles à la Martinique au XVII^e siècle* (1983), de Bruneau Latouche et Jacques Petitjean Roget, ainsi que le premier tome du *Dictionnaire de la Martinique* (1984), de l'Abbé David, consacré au clergé.

* * *

Dans les pages qu'on vient de lire, nous avons noté ici ou là des domaines de recherche où beaucoup reste à faire ; par exemple, les prémises des établissements européens dans les Petites Antilles, dans les premières décennies du XVII^e siècle, également la démographie insulaire au XIX^e siècle. Ajoutons-y les campagnes, de la Révolution à la Restauration et, de façon plus générale, une meilleure prise en compte des différences entre hommes et femmes dans l'analyse historique.

Dans les travaux produits entre 1970 et 1995, on n'aura pas manqué d'apercevoir l'émergence des villes portuaires, aujourd'hui regardées comme un creuset spécifique des sociétés coloniales et un agent intégrateur dans l'espace atlantique marchand et révolutionnaire. Mais qui aurait prédit que les décennies suivantes verraient un tel intérêt pour les Antilles françaises en Amérique du Nord? Ou que la compréhension des sociétés d'Ancien régime et révolutionnaires gagnerait d'études sur les soldats et les armées?

Enfin, dans l'histoire culturelle apparue au cours de la période considérée, qui se saisit des vestiges et monuments ponctuant le paysage, des formes d'association, des objets usuels et pratiques quotidiennes, etc.,

12. Les bulletins et les index de GHC sont aujourd'hui en ligne, www.ghcaraibe.org/

ne retrouve-t-on pas, derrière les mots de créolité ou patrimoine, le propos des historiens créoles du siècle précédent, qui était d'écrire l'histoire de leur île comme celle d'un passé irréductible à nul autre ?